

SEANCES DU MARDI 21 DECEMBRE 1982  
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 21 DECEMBER 1982ASSEMBLEE  
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN  
OCHTENDVERGADERING

## SOMMAIRE:

## CONGES:

Page 696.

## COMMUNICATION:

Page 696.

Arrêté royal n° 112.

## PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1983.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1983.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Hatry, Canipel, Basecq, Lagae, le chevalier de Donnée, Thys, Vercaigne, p. 696.

## INHOUDSOPGAVE:

## VERLOF:

Bladzijde 696.

## MEDEDELING:

Bladzijde 696.

Koninklijk besluit nr. 112.

## ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1983.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1983.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Hatry, Canipel, Basecq, Lagae, ridder de Donnée, Thys, Vercaigne, blz. 696.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.  
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.  
De vergadering wordt geopend te 10 uur.

## CONGES — VERLOF

MM. Houben, pour des devoirs professionnels, et Vanhaverbeke, pour raison de santé, demandent un congé.

Vragen verlot: de heren Houben, wegens beroepspligten, en Vanhaverbeke, om gezondheidsredenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlot wordt toegestaan.

Mme Godinache-Lambert, MM. Delmotte et Hoyaux, pour d'autres devoirs; Royen, empêché; Matthys et Seeuws, pour des devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Godinache-Lambert, de heren Delmotte en Hoyaux, wegens andere plichten; Royen, belet; Matthys en Seeuws, wegens bestuurspligten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

## MEDEDELING — COMMUNICATION

*Koninklijk besluit — Arrêté royal*

**De Voorzitter.** — Bij het schrijven van 20 december 1982 zendt de Eerste minister aan de Senaat, ter uitvoering van artikel 3, § 3, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, een afschrift van een koninklijk besluit gedagtekend van 17 december 1982 en dat het nummer 112 draagt.

Par lettre du 20 décembre 1982, le Premier ministre a transmis au Sénat, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, une copie d'un arrêté royal daté du 17 décembre 1982 et portant le numéro 112.

— Ter inzage in de griffie.

Dépôt au greffe.

## PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1983

## PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1983

*Reprise de la discussion générale*

## ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1983

## ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1983

*Hervatting van de algemene beraadslaging*

**M. le Président.** — Nous reprenons la discussion des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique.

Wij hervatten de behandeling van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting.

La parole est M. Hatry.

**M. Hatry.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, prenant la parole à cette même tribune le 25 mai dernier dans le cadre de la discussion du budget des Voies et Moyens de l'année 1982, j'avais relevé que dans la « Situation économique annuelle », telle que publiée par la Commission des Communautés européennes, dix points négatifs étaient à relever à l'égard de la Belgique.

Je rappelle brièvement trois de ces points: le chômage était de 3,8 p.c. supérieur à celui de la moyenne de la CEE; la balance commerciale connaissait un déficit supérieur de 6 p.c., par rapport au produit intérieur brut, à la moyenne de la CEE; le déficit de l'Etat dépassait de 8,3 p.c. le déficit moyen de la CEE par rapport au produit national brut.

Bien entendu, en plus de ces trois graves critiques, nous nous singularisons également dans d'autres données objectives de façon dramatique: le coût salarial et, d'une façon générale, les coûts de production excessifs; un endettement démesuré des pouvoirs publics, notamment à l'étranger; des taux d'intérêts réels de plus de 7 p.c.

en Belgique, jamais atteints antérieurement, et dépassant, en moyenne, de près de 4 p.c. les taux réels d'intérêts de l'ensemble de la Communauté économique européenne; un investissement insuffisant ne représentant que 16 p.c. du produit intérieur brut contre 27 p.c. il y a dix ans; une kyrielle de faillites industrielles ou commerciales atteignant un maximum sans précédent dans notre histoire; un manque d'innovations technologiques et d'initiatives nouvelles, en général, résultant très largement du manque d'attrait de notre pays pour des investissements dans des entreprises nouvelles; enfin, une fiscalité dévorante atteignant le rythme de croissance le plus élevé de la CEE, fiscalité qui se détruisait elle-même, paralysant à la fois l'initiative des entreprises tout autant que le zèle des indépendants et des cadres.

Les critiques, sous l'angle de la technique budgétaire, ne manquaient pas non plus. J'avais essentiellement soulevé à ce moment trois points: la tradition abusive et répétée des crédits supplémentaires; l'accélération et le principe même de la notion de recettes affectées et de dépenses débudgétisées et, enfin, l'excès tout à fait patent de dépenses de fonctionnement, notamment par la croissance excessive du nombre de personnes occupées par les pouvoirs publics et, corrélativement, la croissance excessive du prélèvement fiscal et parafiscal pour couvrir ces dépenses de fonctionnement.

Nous en arrivons maintenant à l'examen du budget de 1983.

Incontestablement, il marque, à un moment très difficile, un progrès par rapport aux années antérieures.

Dans quelques jours, sera publiée la comparaison annuelle éditée par la Commission des Communautés européennes, reprenant les mêmes informations que celles auxquelles je viens de me référer pour le budget de 1982.

Déjà, un premier chiffre apparaît, qui prouve que les besoins nets de financement de l'Etat belge, exprimés en pourcentage du produit intérieur brut, diminuent, modestement peut-être, constituant pourtant le renversement de la tendance que l'on a constatée au cours des sept ou huit années antérieures.

C'est ainsi que, d'après les prévisions formulées par la Commission des Communautés, ce besoin net de financement atteindra, en fait, en 1983 12,1 p.c. par rapport au produit intérieur brut contre 12,8 p.c. en 1982 et 13,4 p.c. en 1981. Ce chiffre nous situe encore malheureusement, comme les années précédentes, à la deuxième place en Europe, immédiatement après un pays qui n'est pas très heureux non plus quant au fonctionnement de ces finances publiques, l'Irlande, dont le besoin net de financement des pouvoirs publics s'élève toujours en 1983 à 14,4 p.c., venant de 15,4 p.c. l'année antérieure.

Tous les pays de la CEE sont heureusement à ce point de vue en déclin par rapport aux exercices précédents, à l'exception du Danemark. Cependant, la Belgique est loin d'avoir rejoint le groupe de pays dont nous avons fait partie jusqu'il y a quelques années, à savoir, les Pays-Bas, dont le déficit est de 5,5 p.c., l'Allemagne dont le pourcentage est de 4,1 p.c., le Luxembourg, heureux pays, avec 1 p.c., la France se situant à ce point de vue à un niveau sensiblement inférieur au nôtre puisque son déficit est de 3 p.c., sans parler du Royaume-Uni dont le déficit est de 0,5 p.c.

La moyenne européenne en 1983 est de moins 4,9 p.c. contre 5 p.c. en 1982 et 4,8 p.c. en 1981. Il convient de noter à cet égard que l'écart de la Belgique par rapport à la moyenne européenne se résorbe lentement, mais — osons-le dire — sûrement. En 1981, nous avions, par rapport à la moyenne européenne, un écart de 8,6 p.c.; en 1982 il était tombé à 7,8 p.c. et, en 1983, il tombe à 7,3 p.c.

Je voudrais soulever un autre point qui me paraît particulièrement digne d'être mentionné. Si nous déduisons de ce déficit les paiements d'intérêt, c'est-à-dire si nous ne considérons que le déficit du budget de fonctionnement de l'Etat, abstraction faite des charges d'intérêt, notre place dans la Communauté européenne devient beaucoup moins défavorable.

A mon avis, c'est là que se situe le progrès le plus notable, puisque nous arriverons en principe en 1983 à un déficit qui ne représentera plus que 3,2 p.c. du produit intérieur brut. Nous serons au même niveau que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Sur ce plan, nous sommes même dépassés par des pays comme le Danemark, l'Irlande et le Luxembourg, moins bien placés donc que nous. Le progrès est donc, heureusement, ici fort sensible puisqu'en 1981 le déficit, déduction faite des charges d'intérêt, atteignait encore 6,9 p.c.; en 1982 il tombait à 5 p.c. et, d'après les projections, il sera, comme je viens de vous le dire, de l'ordre de 3,2 p.c. en 1983. Nous ne sommes donc pas tellement éloignés de la moyenne européenne qui est estimée à 1,4 p.c. pour 1983.

Ces chiffres permettent de circonscrire un des problèmes essentiels de nos finances publiques, à savoir la dette publique. Dans mes conclusions, je reviendrai sur la nécessité de trouver absolument des formules originales et de faire preuve d'imagination dans ce domaine.

Bien entendu, d'autres ordres de grandeur touchent de plus près à la vie quotidienne, à la réalité économique et sociale, au fonctionnement de la Belgique. Malheureusement, ces chiffres ne révèlent pas encore un progrès comparable. C'est relativement normal puisqu'il s'agit, à la différence des chiffres que je viens d'évoquer, d'ordres de grandeur qui subissent seulement au second degré, donc avec retard, l'effet des mesures gouvernementales.

Il faut également constater avec regret, mais c'était hélas inévitable, que la récession mondiale s'est encore aggravée par rapport aux années 1980 et 1981 et a eu pour effet, malgré le redressement engagé en Belgique d'annuler une partie des effets positifs escomptés.

En d'autres termes, alors que nous améliorons et notre compétitivité, et notre efficacité, les marchés internationaux sont malheureusement en train de s'effondrer encore par rapport à ce qu'ils étaient au cours des deux exercices précédents.

Voici d'autres chiffres qui me paraissent aller dans le sens de la projection, qui sera publiée prochainement par la CEE, et qui sont, à mon sens, dignes d'intérêt.

Le taux d'intérêt réel, à long terme, en Belgique fut en déclin en 1982 avec une moyenne estimée à 4,8 p.c. contre 5,7 p.c. l'année précédente; il est malheureusement encore le deuxième taux le plus élevé de la Communauté, après celui du Danemark. Il est nettement plus élevé encore que la moyenne européenne, qui n'est que de 3,4 p.c., et ce pour des raisons évidentes. Le gouvernement est parfaitement conscient de la nécessité de restaurer la confiance dans la monnaie. Il a d'ailleurs pris, à cet effet, des mesures mais on ne peut, hélas, renverser complètement la vapeur en quelques mois.

En matière de taux de croissance du produit intérieur brut réel, c'est-à-dire déduction faite de l'inflation, nous devons bien constater que le résultat obtenu à ce jour n'est guère des plus satisfaisants.

En effet, en 1982, la Belgique se trouve encore dans le groupe des pays les plus mal lotis bien qu'en compagnie d'autres pays qui font honorablement figure sur le plan international, comme l'Allemagne et les Pays-Bas. Comme nous, ces pays ont connu une réduction de leur produit intérieur brut d'un demi p.c. en 1982, la CEE dans son ensemble, ayant connu, à ce niveau, une croissance moyenne de 0,3 p.c.

Il est indéniable que la Belgique est revenue à une compétitivité salariale, même si celle-ci est précaire et fragile et qu'il importe de la consolider. Cela n'empêche que, si l'on fait la comparaison de l'évolution des salaires par rapport à des années relativement éloignées, s'étendant de 1961 à 1970 — c'est par rapport à cette période que les chiffres de la CEE sont établis — et si l'on procède au calcul d'un indicateur relativement complexe des coûts salariaux unitaires tenant compte de l'évolution du coût de la vie, de la productivité et des variations des termes de l'échange, nous sommes, malgré une amélioration de notre position, encore à l'indice 118,7 par rapport à la moyenne décennale de 1961-1971. C'est le niveau le plus élevé de modification des coûts par rapport à l'ensemble des neuf autres pays de la CEE, l'Italie exceptée, car celle-ci connaît une évolution plus grave encore.

La formation globale de capital, reflet de la carence d'investissement, n'est guère satisfaisante non plus. Elle se situe toujours pour 1982, sur le plan des estimations, et pour 1983, sur celui des prévisions, aux environs de 16,3 à 16,4 p.c. du produit intérieur brut, niveau le plus bas constaté depuis quelques années.

Rappelons que cet élément, qui constitue le facteur de croissance et d'emploi le plus efficace pour les années à venir, se situait à 27 p.c. il y a dix ans. C'est là un aspect extrêmement critique auquel nous devons être très attentifs pour l'avenir.

Enfin, le chômage, malgré le défaut patent de comparabilité internationale qu'on ne souligne jamais assez révèle, pour la Belgique, un taux de l'ordre de 14 p.c. en 1982, de 14,8 p.c. prévu pour 1983, chiffres évidemment supérieurs à la moyenne de la Communauté qui est pour 1982 de 9,4 p.c. et serait pour 1983 de 10,2 p.c.

Bien entendu — je tiens à le souligner devant ces chiffres relativement médiocres, pour ne pas dire mauvais — on ne peut juger des effets d'une politique déterminée à aussi brève échéance. Incontestablement, la situation de 1982 est le fruit d'une politique qui n'a commencé à produire ses effets qu'à vers avril et mai.

Cette politique se situe, en outre, dans un contexte éminemment négatif sur le plan international. Alors qu'il y a quelques années, on

parlait de « locomotive » à propos, par exemple, de l'Allemagne fédérale, des Etats-Unis et du Japon, aujourd'hui, il n'y a plus de « locomotive », ou elles sont toutes à l'arrêt... La situation est donc beaucoup plus grave qu'il y a deux ou trois ans où nous pouvions compter sur des initiatives de redressement prises par l'un ou l'autre pays d'envergure. Au cours des derniers mois, nous n'avons pu compter sur rien de tel et aucun changement n'est hélas prévisible, d'après les projections que formule la Communauté européenne pour 1983.

Ce tableau relativement négatif, qui ne nous promet pas beaucoup de satisfactions dans les mois à venir, compte cependant quelques éléments positifs que je ne veux pas manquer de souligner.

Tout d'abord — les faits ne sont pas aussi négatifs que l'indice quelque peu théorique que j'ai cité pourrait le laisser croire —, une compétitivité accrue par rapport à nos voisins, comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la France, et aux Etats-Unis, même si cette compétitivité dont on s'est flatté dans les milieux économiques reste précaire et fragile, à la merci de dérapages.

Autre élément favorable: une amélioration de la balance des paiements qui est le reflet de cette compétitivité accrue et de la réduction de notre demande énergétique, et, par conséquent, de l'importation modérée des différents types d'énergie.

Soulignons enfin, car c'est un des points positifs de l'action gouvernementale, le maintien d'un niveau d'inflation relativement faible, compte tenu de la dévaluation de février 1982, de la pression dont le franc belge a été l'objet, et de la période où la parité internationale du franc belge, même avant la dévaluation *de facto* et *de jure* de 1982, a été contestée sur les marchés internationaux.

Tout ceci n'empêche que le budget des Voies et Moyens qui nous est soumis souffre encore, malgré la volonté politique évidente du gouvernement, des faiblesses certaines de ses prédécesseurs. C'est incontestable. Je voudrais en mentionner trois.

Les données conjoncturelles sur lesquelles reposent les projections pour 1983 sont incertaines, pour ne pas dire plus. En commission des Finances, on nous a exposé que ce fait n'aurait pas l'impact que nous pourrions craindre. Il n'empêche que les données conjoncturelles nationales et internationales ne seront vraisemblablement pas celles qui sont à la base du budget des Voies et Moyens.

Deuxième faiblesse: les techniques budgétaires ne sont pas tellement plus orthodoxes que celles des budgets précédents, il n'a pas été possible, comme je le souhaitais il y a six mois, de résorber totalement le chancre des débudgetisations, des fonds spéciaux et des recettes affectées.

Une troisième remarque, enfin, sur la technique budgétaire: la volonté politique n'a pas toujours suffi pour éviter les dérapages, inattendus au cours de l'exercice 1982, faute d'un meilleur contrôle de dépenses.

En conclusion donc, le budget de 1982 — et il en sera sans doute hélas de même pour le budget de 1983 — est le reflet des faiblesses dont ont souffert les précédents budgets depuis quelques années.

Je mentionnerai les trois derniers budgets. Celui de 1980 a vu s'effondrer la conjoncture pendant son exécution; d'où, les effets catastrophiques sur les recettes et les dépenses, et je sais de quoi je parle!

Le budget de 1981 a reposé sur des données quantitatives peu fiables puisque c'est précisément au moment où le gouvernement a arrêté ce budget que l'on s'est rendu compte que la base de départ n'était plus correcte.

Enfin, le budget de 1982 a été victime de la succession des gouvernements de 1981 qui a obligé le gouvernement actuel à revoir fondamentalement, en 1982, un budget qui s'est révélé déphasé par rapport à la réalité. Ce dernier budget révisé a été victime des paiements dus aux fonds spéciaux en cours d'année.

J'en viens aux recommandations pratiques qui constitueront ma conclusion.

On peut se demander s'il ne conviendrait pas, compte tenu de ces écueils successifs, de revoir plus en profondeur l'ensemble de la problématique budgétaire et si la Belgique ne ferait pas bien de revoir certaines de ces techniques budgétaires qui paraissent à l'observateur impartial irrémédiablement dépassées.

En premier lieu, le gouvernement a déjà pris une mesure dans ce sens. Ainsi, il a annoncé la création d'une « Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat ». C'est, en fait, le premier objectif à atteindre: essayer de voir clair, et ce, rapidement. Cette initiative s'avère donc excellente. Je souhaiterais que le résultat des travaux de cette délégation soit rendu public et fasse l'objet d'un débat parlementaire, par exemple en liaison avec le budget de 1984,

pour que nous soyons pleinement informés des faiblesses techniques que cette délégation aura notées et des remèdes qu'elle suggère d'y apporter.

Deuxième réflexion: je m'interroge depuis longtemps sur le point de savoir s'il est sage d'élaborer des prévisions budgétaires, au mois de juillet, selon notre tradition. En fait, cette élaboration du budget au mois de juillet correspond avant tout à une volonté politique d'affirmer, avant le départ du gouvernement en vacances — quand il se permet de partir — la solidarité du gouvernement et ses intentions pour l'année suivante.

Je comprends fort bien cette volonté politique, qui dans certains cas, correspond à une réelle nécessité. Mais, techniquement, remarquons que les données conjoncturelles sont devenues, au cours des années, de moins en moins prévisibles et plus fluctuantes que jamais. Si, à l'heure actuelle, une telle situation est vraie pour tous les pays industrialisés, elle est encore plus vraie pour la Belgique qui dépend tellement de son commerce international et de la situation conjoncturelle de tous ses partenaires commerciaux. Ainsi, ce qui est vrai pour l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne, l'est davantage pour nous.

Ne serait-il pas sage que le gouvernement décide, une fois pour toutes — il ne faudrait pas y voir la faiblesse d'un gouvernement par rapport à ceux qui l'ont précédé ou qui le suivront —, de présenter son budget des Voies et Moyens au début du mois de septembre, avant la rentrée des Chambres, et, je précise, en même temps, les budgets des différents départements ministériels, pour ne pas décaler le processus des trois ou quatre mois qui séparent le mois de juillet du mois de septembre?

Incontestablement, on voit beaucoup plus clair sur les données quantitatives de l'environnement du pays, en septembre qu'au mois de juillet où l'on ne dispose que de données déjà vieilles de deux ou trois mois et qui, dès lors, ne reflètent pas la situation de l'exercice suivant. Il faut, en tout cas, éviter une bonne partie des contestations et des révisions auxquelles un exercice budgétaire, auquel on se livre en juillet, conduit toujours.

En troisième lieu, il apparaît très nettement que l'enregistrement des dépenses, encore plus que celui des recettes, est largement déficient dans la comptabilité globale du pouvoir central. Les retards excessifs que nous connaissons provoquent des difficultés de trésorerie auxquelles un ajustement technique plus rapide devrait porter remède. Il est même assez étonnant qu'à l'ère de l'ordinateur, il ne soit pas encore possible de procéder rapidement à un enregistrement central. Il ne paraît pas excessif de demander, pour les dépenses, que des instructions plus fermes soient adressées aux pouvoirs qui exécutent et qui devraient, bien entendu, être soutenus par un équipement informatique plus approprié que celui dont dispose, à l'heure actuelle, le pouvoir central. Il faut éviter, en tous cas, les surprises qui résultent de l'absence d'exécution à la périphérie des décisions politiques prises au niveau du pouvoir central. J'espère que le travail de la délégation installée récemment par le gouvernement nous fournira des solutions techniques à ce problème auquel une infrastructure matérielle dans le domaine de l'informatique donnerait le support indispensable.

En quatrième lieu, monsieur le Président, monsieur le ministre, cher collègues, le rôle des ministres chargés de la politique financière et budgétaire est-il suffisamment efficace? Il ne s'agit pas ici d'une critique personnelle, loin de là, mais d'une critique institutionnelle.

Tous les gouvernements belges sont des gouvernements de coalition qui répugnent souvent à attribuer une fonction déterminante à certains ministres qui doivent, dans le cadre de ces coalitions, rester des *primus inter pares*. Mais, est-ce bien sage, lorsqu'on parle des finances et du budget de l'Etat? En République fédérale d'Allemagne, par exemple — ce qui, je le dis tout de suite, n'a pas empêché des dérapages — le ministre des Finances a un veto en matière de dépenses qui ne peut être renversé que par une décision du chancelier. Ne conviendrait-il pas de donner un rôle analogue, dans notre pays, au ministre des Finances et du Budget plutôt que de se fier, comme on le fait d'ailleurs, au rôle parfois peu efficace de l'inspection des finances qui ne peut assumer une fonction politique qui n'est pas la sienne. Je livre ces réflexions à votre attention, monsieur le ministre. Il conviendrait, en tous cas, que l'on réfléchisse notamment aux mécomptes répétés des dernières années pour envisager la possibilité d'y apporter un correctif.

J'en viens alors à la dette publique qui constitue, une fois qu'il est porté remède au déficit courant, le plus grave problème de nos finances publiques.

Il y aurait lieu, me semble-t-il, de prévoir, à l'instar du grand emprunt de 1981, le rapatriement de fonds belges additionnels qui ont été expatriés, en assurant, pour une période déterminée, mais

limitée, l'absence d'enquête sur les ressources pour mieux alimenter le marché intérieur.

Dans le même ordre d'idées, le problème du précompte mobilier devrait être réexaminé car, dans bon nombre de cas, il contraint, purement et simplement l'Etat à augmenter le paiement de l'intérêt avec lequel il doit couvrir ces emprunts. Ce procédé devrait nous permettre d'éviter de nous trouver en porte-à-faux avec la quasi-totalité de nos partenaires de la Communauté européenne qui n'ont pas introduit le même système, contrairement à l'idée qui prévalait en 1962, lorsque la réforme Dequeue a été instaurée. La sagesse devrait probablement suggérer la suspension du précompte jusqu'à ce que nos partenaires changent d'attitude.

Enfin, dans le même ordre d'idées en ce qui concerne la Dette publique, la possibilité d'une conversion volontaire — je désire le préciser — de certains de nos emprunts, en cas de détente du marché de l'intérêt et, par ailleurs, de réduction et d'amélioration de la structure de nos besoins, devrait également être examinée.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire au début de mon intervention, il est incontestable que la grande faiblesse de la structure du déficit de nos finances publiques est d'une part, un déficit courant mais dont on peut dire avec une quasi-certitude qu'il est en voie de résorption et, d'autre part, une charge énorme de la dette publique qui pèse très lourdement sur notre déficit et qui peut entraîner à l'avenir encore, la poursuite d'une politique d'emprunt, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur et qu'il faut dans la mesure du possible freiner.

J'en viens à la conclusion politique essentielle que je voudrais tirer des quelques éléments techniques dont j'ai parlé.

Le gouvernement, me semble-t-il, ne pourrait réformer de façon valable et efficace les institutions et le fonctionnement des budgets sans toucher, simultanément et rapidement, à de nombreuses législations et réglementations. C'est extrêmement urgent si l'on veut sortir de l'ornière budgétaire dans laquelle tous les gouvernements ont pataugé depuis trois ou quatre ans.

C'est pourquoi, je suggère au gouvernement — représenté ici en la personne de M. le ministre du Budget —, d'envisager de demander au Parlement de lui accorder des pouvoirs spéciaux dans ce domaine précis, pour une période de six mois, par exemple. Cela lui permettrait de réformer cet ensemble de législations et de réglementations budgétaires aussitôt que le rapport de la délégation sur la comptabilité publique aura été déposé et qu'il sera aussi en mesure de formuler des propositions concrètes en la matière.

Si des pouvoirs spéciaux peuvent être utilisés à bon escient et se justifier, c'est bien dans le domaine précis, dont je me suis préoccupé aujourd'hui. Je vous remercie d'avoir bien voulu y consacrer quelques instants de votre attention. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Canipel.

**De heer Canipel.** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, waarde collega's, zowel in de commissie als tijdens dit debat hebben de socialistische senatoren reeds herhaaldelijk gewezen op de onjuistheid van de cijfers die de regering presenteert in de Rijksmiddelenbegroting 1983.

Op basis van onweerlegbare argumenten, die ik hier niet wens te herhalen, hebben ze aangevoerd dat het tekort in 1982 minstens 560 miljard zal bedragen. Voor 1983 zal de grens van 600 miljard zonder twijfel worden doorbroken. Deze cijfers hoeven ons niet te verwonderen: ze zijn het logische en onvermijdelijke gevolg van ontwikkelingen die zich internationaal en nationaal voordeden. Niemand zal ontkennen dat de tegenvallende begrotingscijfers voor een stuk het gevolg zijn van de verslechtering van het internationaal economisch klimaat.

Ik wil er echter op wijzen dat de mogelijkheden voor een herstel van productie en handel steeds verder wegschuiven, en dat zulks in belangrijke mate het gevolg is van het gevoerde deflatiebeleid alom in de wereld: er doen zich ontwikkelingen voor die mij doen vrezen dat de herstelmogelijkheden steeds meer en meer geblokkeerd raken. Om de inflatie te bestrijden voeren de meeste industriële landen een restrictief beleid, gericht op een beperking van de binnenlandse bestedingen. De grote fout van dit deflatiebeleid is dat men ervan uitgaat dat de oorzaak van de crisis bij overbestedingen ligt! De samenvallende van een restrictief beleid in een groot aantal industrielanden dreigt steeds meer te leiden tot een zichzelf versterkend inkrimpingsproces van productie en tewerkstelling. De parallellen met de jaren dertig worden angstaanjagend: een explosief toenemende werkloosheid, protectionisme, hoge reële rentevoeten — ondanks de daling van het rentepercentage —, de dreiging van een internationale financiële

crisis, dumpingpraktijken bij bestaande overcapaciteiten in staal, petrochemie, scheepsbouw enz. zijn symptomen die ook toentertijd optraden. Deze catastrofale internationale ontwikkeling is echter geen excuus voor het beleid dat thans gevoerd wordt. Ook de zogenaamde «erfenis van het verleden», waar deze regering zo graag mee schernt, is geen excuus. De tegenvallende begrotingscijfers zijn in grote mate gewoonweg het logische gevolg van de economische en sociale misleken van deze neo-liberale regering.

Op twee aspecten wil ik hier de nadruk leggen, omdat ze zo nauw samenhangen met de resultaten van de Rijksmiddelenbegroting.

Ten eerste: de onverdedigbare mengeling in het beleid van zowel een versterking van het vrije-marktmechanisme als een strak dirigisme. Van het eerste getuigen de fiscale en andere cadeaus aan ondernemingen en vermogenden, de T-zones, het op de helling zetten van arbeidswetgeving. Het dirigisme komt vooral tot uiting in de centrale loonpolitiek en de sociale afbraak.

Ten tweede is er het ideologisch offensief tegen de welvaartstaat, die deze regering voert. Men kan het huidige beleid niet los zien van de thans regerende economische filosofie, die we onder de term «Nieuw Rechts» kunnen catalogeren. De overheid wordt gebrandmerkt en voortdurend in een slecht daglicht gesteld; collectieve uitgaven worden op een onverantwoordelijke wijze teruggeschroefd. Op de achtergrond speelt het oplaaiend geloof in de *survival of the fittest*, voorrang aan de sterksten, ruim baan voor de individuele prestatie. Kortom, de gedachte dat de mensen, al dan niet in gezinsverband, in de eerste plaats maar voor zichzelf moeten zorgen.

De crisis in de ekonomie wordt met andere woorden gebruikt voor een afrekening met de overheidsinvloed en met de positie die de vakbeweging zich had verworven. Deze politieke keuze, met een eenzijdige beklemtoning op inkomensinlevering en op versterking van de bedrijfswinsten als wondermiddel, vormt een bedreiging voor onze samenleving, waarin gelijkheid en solidariteit pas een begin van verankering hadden gekregen.

Het doordrukken van deze politieke keuze, zij het vaak op een omfloerste manier, is deze regering blijkbaar zelfs een economische en sociale catastrofe waard.

De looninlevering bedraagt in 1982 circa 2,5 pct.; voor 1983 zal dit zelfs oplopen tot minimum 7,5 pct. De sociaal gerechtigden, zoals de werklozen en de WIGW, worden nog harder aangepakt. Moet het dan verwonderen dat de private consumptie en besparingen, die toch in belangrijke mate de basis zijn voor onze economische activiteit, afnemen?

In 1982 zullen de investeringen in volume vrijwel constant blijven. Voor 1983 vreest de Nationale Bank voor een verdere débâcle. De weinige investeringen zijn bovendien rationalisatie-investeringen, zodat de arbeidsuitstoot onverminderd — en in sommige sectoren versneld — doorgaat.

De werkloosheid blijft steeds maar verder toenemen: over enkele maanden zullen we de kaap van een half miljoen volledig werklozen hebben doorbroken. Weliswaar heeft de regering de noodzaak van een herverdeling van de beschikbare arbeid ingezien, maar de regeringsvoorstellen inzake arbeidsduurvermindering en bijkomende aanwervingen zijn technisch ongeloofwaardig en sociaal onrechtvaardig.

Grosso modo vrees ik, dat het enige resultaat een nog grotere koopkrachtinlevering zal zijn, een versterking van de economische teruggang en een verdere aftakeling van onze sociale wetgeving.

De reële economische groei zal dit jaar opnieuw negatief zijn; ook volgend jaar mogen vrijwel geen groei-effecten worden verwacht.

De band tussen bovenstaande ontwikkeling en de voortdurende verslechtering van de openbare financiën lijkt me voor iedereen duidelijk.

Het enige positieve dat deze neo-liberale regering aan de bevolking kan voorleggen, lijkt de verbetering van onze handelsbalans te zijn. Zonder twiifel zijn er resultaten; maar zoals ik reeds tijdens de bespreking van de begroting voor Economische Zaken heb beklemtoond, is er fundamenteel weinig veranderd en zijn de verbeteringen grotendeels het gevolg van enerzijds onze binnenlandse vraaguitval en anderzijds het afwentelen van onze problemen op onze buurlanden.

Mijnheer de minister, ook de socialistische zijn het erover eens dat het blijven bestaan van grote financieringstekorten bij de overheid ongewenst is; maar zij verwerpen wel een eenzijdig inleveringsbeleid. Volgens ons kan dat niet leiden tot een vermindering van het begrotingsdeficit, omdat het zowel de economische groei aantast als de werkloosheid vergroot.

Daartegenover stellen we volgende krachtlijnen: een herleving die gebaseerd is op een aanzienlijke en selectief georiënteerde investeringsimpuls, vooral vanwege de overheid; een herstructurering van ons industrieel apparaat op basis van de binnenlandse economische en sociale behoeften; een herverdeling van de beschikbare arbeid en de inkomens.

Het uitvoeren van dit beleid, dat volledig georiënteerd is op de strijd tegen de werkloosheid en de bescherming van de sociaal zwakkeren in onze maatschappij, vereist een totale ommezwaai in het beleid: meer planmatigheid; beheersing van de vitale sectoren, zoals de energiesector en de financiële sector; controle op de speculatieve kapitaalbewegingen, en op de winsten; beperking van de fiscale fraude; versterking van het overheidsinitiatief vanuit een nieuwe, meer democratische en efficiënte optiek; begrotingscontrole en -planning; een verdere democratisering van onze economie enzovoort. De invulling van deze krachtlijnen — herleving, herstructurering en herverdeling — zal binnenkort door de SP worden bekendgemaakt. Ik wil nu reeds beklemtonen dat correcties, zowel in de privé-sector als in de publieke sector, niet geschuwd zullen worden, maar ook dat wij concrete voorstellen zullen doen om de afhankelijkheid te verkleinen van de zwakken ten opzichte van de sterken, van vrouwen ten opzichte van mannen, van werknemers ten opzichte van werkgevers, van welzijn ten opzichte van de economische profiteerbare voorzieningen.

Dat, mijnheer de minister, is een totaal andere visie op de kans om uit deze economische crisis te geraken. Maar binnen de smalle marges, die het democratische beleid zonder twiifel thans opgelegd worden, heeft een dergelijke koersverlegging grote uitwerking: ze kunnen beslissend zijn voor oorlog of vrede, voor een spiraal omhoog of omlaag, voor het verschil tussen hoop en wanhoop. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le budget des Voies et Moyens, qui constitue en fait la projection chiffrée de la politique que le gouvernement se propose de suivre en 1983, paraît peu crédible aux membres socialistes de cette assemblée.

Ce budget ne constitue évidemment que des prévisions, mais encore faut-il qu'elles puissent se baser sur des éléments, non seulement vraisemblables, mais pratiquement certains. Or, le choix des paramètres de base fait par le gouvernement, à savoir le taux de croissance de 1,3 p.c. et le coefficient d'élasticité de 1,2 p.c., nous paraît totalement invraisemblable.

En utilisant ces deux paramètres, le gouvernement escompte, pour 1983, des recettes fiscales de l'ordre de 1 209 milliards. Nous ne croyons pas être les seuls à penser qu'il s'agit là d'une estimation forcée!

Seul le gouvernement croit à une augmentation du produit national brut de 1,3 p.c. La Commission de la CEE, qui n'a jamais été particulièrement pessimiste, estime ce taux de croissance à 0,5 p.c. L'Irès, d'autre part, qui ne peut être suspecté de manquer d'objectivité, et auquel le gouvernement se réfère d'ailleurs aux études établies en d'autres circonstances, conclut à une diminution, en 1983, du produit national brut de 0,3 p.c.

Une lecture attentive du rapport de la commission des Finances nous apprend que le gouvernement lui-même ne croit pas fort à ce taux de croissance de 1,3 p.c. et émet plutôt l'hypothèse d'une croissance chiffrée 0,8 p.c.

Enfin, nous retiendrons encore, qu'en commission, le Vice-Premier ministre nous a laissé entendre qu'une possibilité d'adaptation du budget n'est pas à exclure dans le contexte économique plus morose vers lequel nous nous dirigeons incontestablement.

Nos principaux partenaires commerciaux doivent également revoir leurs prévisions à la baisse. L'économie s'effondre en Allemagne, en Hollande également et, en France, elle stagne aux alentours de la croissance zéro.

Il nous paraît, dès à présent, que la politique déflationniste suivie par le gouvernement prépare une morosité plus évidente pour notre pays. Le fléchissement de la consommation du secteur public s'accroît. On peut l'évaluer à moins 1 p.c. en 1982 et à moins 2 p.c. en 1983.

Il en va de même de la consommation du secteur privé dont le fléchissement, estimé à moins 1,5 p.c., passera à moins 2,5 p.c. Ceci, sans parler aucunement des investissements publics qui devraient diminuer considérablement en 1983.

Vous connaissez, en outre, les réserves qui ont été émises à propos du taux d'élasticité de 1,2 p.c. que vous appliquez à la croissance exagérée que vous escomptez. Ce coefficient est valable, à nos yeux, dans une économie en extension; il ne l'est plus dans une économie en régression, avec une masse salariale productive stagnante.

Le troisième élément, sur lequel vous fondez vos prévisions de 1983, est constitué par le budget de 1982.

Il est assez étonnant de constater que le solde net à financer pour 1982 se chiffre aujourd'hui aux environs de 530 milliards, ce qui représente un dépassement de 70 milliards par rapport aux prévisions du gouvernement.

Tout cela nous amène bien loin, monsieur le ministre, des chiffres sur lesquels vous vous êtes basé pour établir vos estimations budgétaires de 1983.

Il faut reconnaître que vous avez maximalisé les prévisions de recettes, pour que l'écart entre les rentrées et les sorties, que vous annoncez réduites, n'apparaisse pas trop catastrophique et en contradiction complète avec les promesses électorales des partis de la majorité.

C'est l'occasion de dire que nous sommes bien loin de ces promesses électorales.

Le PVV prétendait mettre en œuvre des mesures permettant de réduire de 170 milliards le déficit des finances publiques, ceci allant d'ailleurs de pair avec la réduction des cotisations des employeurs en matière de sécurité sociale.

Dans les idées claires du PRL, pour redresser l'économie et soutenir le franc, on trouvait le moyen de réaliser cent milliards d'économies, tout en aidant la sidérurgie wallonne et en effectuant la promotion de l'enseignement.

Faut-il aussi rappeler le Jet-Plan du CVP qui prévoyait l'occupation de 80 000 chômeurs dans un troisième circuit ainsi que le maintien des allocations familiales?

La démocratie chrétienne, de son côté, envisageait de comprimer tous les coûts.

Hélas, jusqu'à présent, la triste réalité est que tout ce qui a pu être comprimé, ce sont les salaires, les avantages sociaux, le pouvoir d'achat, mais les marges bénéficiaires des institutions financières ne font que grossir, le chômage n'arrête pas d'augmenter.

Par ailleurs, dans le domaine des recettes fiscales, il est intéressant d'épingler quelques réalisations du gouvernement: La suppression de l'abattement forfaitaire de dix mille francs sur les revenus professionnels, par exemple. Voilà une mesure qui paraîtrait relativement anodine si l'on ignorait qu'elle rapporte 12,5 milliards. Il va de soi que pour un contribuable jouissant d'un revenu élevé, cette suppression est peu sensible. Par contre, pour ceux qui, par leur travail, n'obtiennent qu'un revenu modeste et doivent compter franc par franc pour boucler les fins de mois, cette suppression d'abattement représente une réduction sérieuse de leur budget.

Parallèlement, le gouvernement utilise 3,8 milliards du montant ainsi dégagé pour réduire les taux d'imposition marginaux des revenus allant de 750 000 francs à un million 500 000 francs. Voici bien une première discrimination qui consiste à favoriser les revenus élevés, grâce aux impôts prélevés sur les revenus modestes.

On trouve une deuxième discrimination dans le relèvement de la déglobalisation du revenu cadastral de l'immeuble occupé par son propriétaire qui passe de 80 000 à 120 000 francs. Voilà une mesure financée par la suppression des dix mille francs d'abattement sur les revenus du travail. Le gouvernement préfère donc accorder des avantages fiscaux aux propriétaires habitant des maisons importantes plutôt qu'à ceux qui vivent du revenu de leur travail.

Troisième discrimination: Le gouvernement envisage une augmentation de la TVA qui devrait rapporter 15 milliards de francs. Pour nous, socialistes, l'impôt indirect est injuste. Le bénéficiaire de revenus confortables peut accepter sans peine une augmentation de quelques pour cent sur l'achat d'une marchandise, mais cette augmentation est beaucoup plus difficile à supporter pour le travailleur à revenus modestes.

L'évolution de la pression fiscale par rapport au PNB est précisée dans le rapport rédigé au nom de la commission des Finances de la Chambre par le député Diegenant. Ses données chiffrées traduisent assez bien les résultats de la politique fiscale du gouvernement touchant le comportement des entreprises et des ménages. La preuve est donnée que le gouvernement fait le contraire de ce qu'il a promis puisque la pression fiscale ne fait que croître.

Le gouvernement nous dit que sa politique fiscale s'appuie sur trois grands principes: La progressivité familiale de l'impôt, la réduction des taux marginaux d'imposition et la mise sur pied d'égalité de tous les revenus réels, notamment par une déglobalisa-

tion du revenu cadastral. Nous avons néanmoins l'impression que le gouvernement nous dissimule l'essentiel, à savoir un autre grand principe dont il fait volontiers application, puisqu'il cadre parfaitement avec sa philosophie en cette matière fiscale: l'évolution ascendante de la fiscalité indirecte par rapport à l'évolution descendante de la fiscalité directe.

Nous avons, à ce propos, demandé qu'un tableau soit repris dans le rapport de la commission des Finances du Sénat. Les données qui y figurent parlent d'elles-mêmes. Cette évolution est lamentable pour l'ensemble des travailleurs.

Le gouvernement annonce qu'une enveloppe de 7,5 milliards sera affectée à la majoration des réductions d'impôts suivant le nombre d'enfants à charge. Compte tenu de la structure de la population belge, on peut penser qu'un nouveau déséquilibre s'installe ainsi, dans ce domaine, entre la Flandre et la Wallonie et ce, sans parler des allocations familiales elles-mêmes.

Quant à la TVA, son rendement fiscal baisse de manière constante par référence à 1981. On peut estimer qu'une chute de 7 p.c. entraînera un déficit annuel de 21 milliards. Il s'agit là du témoignage évident d'une diminution de l'activité économique.

L'augmentation de certains taux de TVA n'apportera, certes, pas de recettes supplémentaires, mais servira uniquement à combler un déficit par rapport aux prévisions initiales du gouvernement.

Les entreprises ont reçu une série d'avantages qui étaient destinés, en principe, à avoir une répercussion sur l'emploi. Citons la réduction de l'impôt des sociétés, la non-reconduction de l'impôt de solidarité, les mesures visant à favoriser l'achat d'actions, la réduction de la TVA en ce qui concerne la construction, etc.

Or, qu'avons-nous constaté? Selon l'Institut national de Statistique, le chiffre d'affaires des entreprises a augmenté de 8,4 p.c. pendant les huit premiers mois de 1982. Par contre, le chômage, lui, n'a pas été enrayer, alors que vous prétendez qu'il s'agit d'un objectif prioritaire pour le gouvernement. Je dirai même mieux: il est occupé à pulvériser pour l'instant, et aujourd'hui encore, tous les records antérieurs dont nous avions connaissance.

La politique que vous développez dans l'exposé général est bien une politique de déflation. C'est, en outre, une politique injuste à l'égard de ceux qui ont des moyens financiers limités. Et je ne parle même pas ici du volet social. Vous essayez de gérer la crise en faisant supporter une augmentation d'impôts, cumulée à une diminution de revenus, par le plus grand nombre de nos concitoyens, ceux qui vivent modestement de leur travail. Par contre, vous accordez des avantages aux nantis, à ceux qui possèdent des habitations au revenu cadastral de 120 000 francs, à ceux qui bénéficient d'un revenu d'un million de francs par exemple, à ceux qui peuvent acheter des titres ou encore aux entreprises qui peuvent réduire leurs impôts.

Toute considération de justice distributive mise à part, cela pourrait, à première vue, sembler logique, puisque 50 p.c. des ménages, en Belgique, ne détiennent que 10 p.c. de la fortune nationale et que vous imposez ainsi des sacrifices au plus grand nombre.

Toutefois, vous ne pouvez aboutir ainsi qu'au développement d'une politique déflationniste, puisque ce grand nombre de citoyens devra, précisément en raison de la modicité de ses revenus, réduire sa consommation. Par contre, les citoyens aisés qui représentent le plus petit nombre, ne modifieront en rien leurs habitudes. Les privilégiés seront simplement heureux de pouvoir bénéficier de quelques avantages supplémentaires.

Nous ne pouvons penser que c'est en réduisant de cette manière la consommation intérieure que vous parviendrez à tenir vos prévisions de recettes du budget des Voies et Moyens, qui seront également influencées dans le sens de la baisse par les coupes sombres que vous effectuez en matière sociale.

Le gouvernement aborde, par ailleurs, le problème de la fraude fiscale comme un domaine mineur. Il estime que la lutte contre cette fraude devra rapporter en 1983 un supplément de 10 milliards de recettes: 7 milliards d'impôts directs et 3 milliards de TVA. Ce montant est identique à celui prévu en 1982, ce qui montre une absence totale d'adaptation de la lutte contre la fraude fiscale à l'augmentation du budget, d'une part, aux difficultés de trésorerie et à la situation financière lamentable, d'autre part.

L'échec de cette lutte en 1982 apparaît même dans les chiffres, puisque le montant de 10 milliards prévu initialement ne pourra être comptabilisé entièrement.

Certaines mesures sont annoncées aujourd'hui; elle figurent à la page 46 de l'exposé général, à savoir, porter le délai d'imposition de 3 à 5 ans, mettre l'accent sur la déductibilité des charges admises. Par contre, il n'existe toujours pas de circulaire administrative claire

pour l'application de la législation, largement suffisante, en matière de répression de la fraude fiscale; le protocole à conclure entre l'administration et les parquets reste dans les limbes, comme d'ailleurs le statut légal de conseiller fiscal. De même, où en sont les mesures pour lutter contre la fraude dans les secteurs du cinéma, des professions libérales, de la construction, Horeca, et j'en passe ?

En matière d'évasion fiscale, il conviendrait même de revoir la législation sur les assurances-groupe et les pensions accordées gratuitement par les entreprises, principalement à leurs dirigeants, de même que l'imposition des prêts consentis à l'étranger. Compte tenu de l'importance de la fraude fiscale, il est étonnant que sa répression n'intervienne que pour un montant dérisoire. Permettez-moi de trouver de plus en plus choquantes les diminutions de revenus que doivent supporter les travailleurs, les chômeurs et les allocataires sociaux, quand d'aucuns peuvent échapper à la perception normale de l'impôt, sans grands risques de poursuites.

Je conclus. Pendant longtemps, monsieur le ministre, nous avons constaté que la crise, si elle était réelle, restait indolore. Ce n'est plus le cas à l'heure actuelle et les blessures les plus profondes sont infligées aux plus défavorisés. Nous pensons que votre gouvernement développe une politique injuste, mais aussi une politique qui sera vouée à l'échec parce qu'elle est menée au détriment d'un nombre croissant de citoyens et surtout parce que, dans biens des cas, elle touche différemment les communautés de ce pays. D'aucuns ont évoqué la solidarité et nous les comprenons. Car il n'y a plus de solidarité, il n'y a plus que l'échec cuisant d'une politique devenue insupportable, il n'y a plus que le gargarisme des mots et des slogans, une compétitivité qui s'essouffle, une balance commerciale à nouveau compromise par une conjoncture internationale faible, une consommation intérieure en baisse, une chute catastrophique des revenus internes, des investissements désespérément souhaités et qui ne viennent pas, des industries périlantes, un chômage qui ne cesse de battre des records de plafonds, un assainissement des finances publiques qui ne s'opère pas, une monnaie qui s'effondre à nouveau...

Depuis l'après-guerre, aucun gouvernement n'a totalisé autant d'échecs en un an. Si les partenaires de la majorité ne tirent pas les conclusions qui s'imposent, sans doute devrions-nous constater encore aujourd'hui que le courage politique n'existe plus dans ce pays. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Lagae.

**De heer Lagae.** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, in de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting voor 1982 werd hier met een zekere reserve gesproken omdat de regering, tijd nodig had om een grondige inventaris te maken van de toestand en voor de moeilijke opgave stond een begroting te maken, die zich naar een nieuw beleid moest oriënteren.

Wij staan opnieuw, enkele maanden later, voor een Rijksmiddelenbegroting waarvoor opnieuw verzachtende omstandigheden kunnen worden gepleit: een onverwachte toestand van de Schatkist, de aangekondigde grondige controle van de financiën, en vooral een vrij ernstige ommekeer in het conjunctuurverloop sinds het opmaken van deze begroting.

Persoonlijk meen ik dat we moeten vermijden het debat, over de grond van de zaak opnieuw te reserveren; het is juist dat we alle belang erbij hebben juist, volledig en actueel geïnformeerd te zijn, maar het is niet nodig het debat uit de weg te gaan omdat wij binnen één maand meer zullen weten.

Dat de werkelijke toestand inzake conjunctuur anders is dan verwacht in juli 1982 is duidelijk. Niet alleen de regering heeft zich hierin vergist; ook de Hoge Raad van Financiën, bijvoorbeeld, en andere autoriteiten; deze toestand heeft invloed op de ontvangsten, ongetwijfeld, en ook op de uitgaven, met name op de rijksschuld, de werkloosheid, de sociale transfers.

Dat ontcracht echter niet de fundamentele optie die de regering neemt tegenover de toestand, namelijk het herstel van de evenwichten op de betalingsbalans, in de publieke financiën en in de sociale zekerheid, het bevorderen van de tewerkstelling door het aanmoedigen van de uitvoer en van de investeringen. Die optie sluit onvermijdelijk besparingen in om de invoer af te remmen, om de financiën te saneren, om de produktieve arbeid aan te moedigen, om ons krediet te herstellen in het buitenland.

Deze keuze blijven wij beschouwen als de enige haalbare. Het deed mij genoegen te horen dat de heer Canipel in dezelfde zin stelling nam. Feitelijk zijn er geen alternatieven, noch in het buitenland, noch bij ons. Ik heb er in elk geval geen andere gehoord.

Eenmaal de keuze bepaald, valt te onderzoeken in welke mate deze begroting deze keuze ondersteunt. Wij zijn zo vrij hier enkele verwachtingen te opperen waaraan moet worden voldaan.

Ik kan ook heel wat goeds zeggen over de Rijksmiddelenbegroting. De heer Hatry heeft dat reeds op een uitstekende wijze gedaan. Ik krijg echter niet veel tijd van de Voorzitter om dat nog eens te doen. Overigens, mijnheer de minister, heel wat punten die ik hier wens aan te raken werden door u reeds enigszins uitgediept.

Verscheidene leden wezen reeds op de twijfelachtige werkhypothese waarop de vermoedelijke ontvangsten van de Staat zijn berekend voor 1983. Niemand maakt de regering een verwijt inzake deze werkhypothese. Ik meen evenwel dat men deze werkwijze moet herzien. De vraag is immers niet zozeer hoeveel het BNP bedraagt, hoeveel het zal stijgen of dalen, en welke invloed dit zal hebben op de ontvangsten en uitgaven van de overheid. De echte vraag is welke zijn de uitgaven, die spijs de zwaar deficitaire toestand van de overheidsfinanciën onvermijdelijk toch moeten gebeuren en niet kunnen of mogen worden uitgesteld. Welke prioriteiten moeten worden gekozen in de uitgaven, gelet op de offers die van de burgers worden gevraagd om deze uitgaven te dekken, gelet op de lasten die men hiervoor aan de bedrijven oplegt, gelet op de leningslast die men nu reeds heeft tegenover binnen- en buitenland ?

Tot welke partij men ook behoort: elk van ons weet dat het hierom te doen is namelijk dat men aan de zijde van de ontvangsten reeds te ver gegaan is — de Hoge Raad van Financiën zegt het zeer duidelijk — en dat men dienvolgens aan de zijde van de uitgaven een zeer strenge selectie moet doen. Hoe langer men wacht, hoe zwaarder de inspanningen zullen zijn en hoe kleiner het resultaat. Indien men de inspanningen van 1981 en 1982 reeds in 1977-1978 had gedaan, dan zou men veel leed hebben voorkomen. Mocht men nu de besparingen doen welke men toch zal doen in 1983 of de volgende jaren, dan zou het effect veel heilzamer zijn.

Het antwoord is natuurlijk dat men niet te snel mag afremmen. Wanneer men echter onvoldoende remt wordt de ramp nog groter. Ik ga akkoord met allen die hier hebben verklaard dat men de zwaksten in elk geval moet sparen. Indien men het niet had gezegd dan zou ik er zeker speciaal hebben op gewezen. Wij zouden evenwel ten minste toch akkoord moeten gaan over de vraag wie de zwaksten zijn en op welke manier zulks wordt bewezen.

De publieke financiën worden al te vaak voorgesteld als een zeer hermetische wetenschap. Het is wellicht goed eraan te herinneren dat het gaat over het nagaan van de onvermijdelijke uitgaven van de overheid, die moeten worden gedekt met de daartoe onvermijdelijke en liefst rechtvaardig gespreide belastingen.

Ik misken niet dat deze activiteit van de overheid sterk wordt beïnvloed door economische factoren en omgekeerd. Daarom echter zijn de publieke financiën nog geen onderdeel van de econometrie. Ik misken evenmin dat de ontvangsten en uitgaven van de Staat de verdeling en de herverdeling van het inkomen en het bezit zwaar beïnvloeden. Daarom echter zijn de publieke financiën nog geen onderdeel van de sociologie. Het uitgangspunt is en blijft de vraag wat er strikt nodig is. Laten wij niet meer nemen dan nodig, want het economisch leven en de gezinnen ondervinden reeds zwaar de terugslag. Niet alleen de hogere inkomenscategorieën — ik ben bereid de cijfers van ons land te leggen naast de cijfers in andere landen — maar ook de lagere categorieën zijn getroffen.

Ik begrijp niet waarom men dat niet over alle partijen heen wil vaststellen. Laten we de belastingtabellen vergelijken met het bedrag van de vervangingsinkomens. U vindt daarvan een voorbeeld in het uitstekend verslag van de heer Vermeiren.

Men pleit, zeer terecht, voor de zwaksten. Maar, wanneer het erom te doen is geeft men niet de voorrang aan de zwaksten. Kijk naar het voorbeeld dat dan nog zeer welwillend is gesteld.

Indien men aan de zijde van de belastingen iets wil doen, dat men dan de verschillende vormen van bijdragen versmelt met de belastingen opdat men klaar zou zien in wat iedereen bijdraagt en opdat de inning een stuk zou worden vereenvoudigd.

Wat ik wil duidelijk maken, mijnheer de minister, is dat het begrotingswerk overkomt als iets dat van achter naar voor wordt opgemaakt. Men berekent op grond van een min of meer aanvaardbare hypothese hoeveel ontvangsten men zal hebben. Men telt erbij hoeveel tekort men in het beste geval mag tolereren, wat ons de som geeft van de uitgaven die wij mogen doen en die dan worden gespreid over de departementen.

Er is iets wat mij speciaal sterkt in deze overtuiging, namelijk het feit dat er nu nog altijd geen uitgavenbegroting is ingediend niettegenstaande in de algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting de einduitslag van de departementale begrotingen reeds is gekend.

Voorts rekent men reeds vooraf uit hoeveel het tekort mag zijn in 1985, alsof men zeker was dat uitgaven en ontvangsten vooraf gekend zijn.

Deze indruk krijg ik ten andere ook als de regering antwoordt dat de stijging van de uitgaven voor 1983 weliswaar groot is, doch na aftrek van de intrest op de rijksschuld en van de lasten van de werkloosheid slechts 5,5 pct. zou bedragen. De heer Hatry verheugt zich over dit cijfer. Is de regering overtuigd dat dit het maximum haalbaar bedrag is? Waarom kondigt zij dan bijkomende maatregelen aan voor 1983? Is 5,5 pct. veel als wij weten dat er bijkredieten komen en dat er nogal wat buiten budget wordt betaald?

Hiermede wens ik geen verwijt te richten tot de minister van Financiën, noch tot de minister van Begroting als dusdanig, maar veeleer tot het hele stelsel waarin wij sinds jaren verkeren.

Ik weet welke inspanningen u tijdens uw korte ambtsperiode op dit vlak reeds hebt gedaan, mijnheer de minister. De ministers, verantwoordelijk voor Financiën en Begroting, hebben onvoldoende informatie over het geheel van de uitgaven. Zij hebben geen macht op de plaatsen waar uitgegeven wordt in of buiten de departementen. Het aantal mensen die geld kunnen uitgeven zonder dat de minister er vat op heeft, is zeer groot. De macht en de verantwoordelijkheid van de minister ligt gespreid over departementen, parastatale instellingen en kabinetten. De controle is sinds jaren inefficiënt en de sancties ontbreken totaal. De heer Gijs heeft hier gisteren overvloedig op gewezen. Hebben wij niet enkele maanden geleden hier bij wet uitgaven toegelaten die volgens onze eigen controleorganen en die van het departement niet mogen?

De éénheid van inzicht is volledig verloren. Terwijl de éne minister probeert te besparen, zweert de andere nog bij de theorie dat er moet worden uitgegeven, wil men de ontvangsten op peil houden. De Staat beperkt zijn uitgaven tot 5,5 pct. in meer en elders vindt men een aangroei van 7,5 pct. een zeer bescheiden norm.

Mijn besluit is dus dat alle berekeningen interessant zijn maar dat het resultaat alleen telt, namelijk het herzien van de uitgaven naar nieuwe aanvaardbare normen.

Wij moeten vermijden een academische discussie te voeren over de begroting. Het debat ten gronde gaat over de vraag: welke uitgaven moeten worden gedaan en welke niet? Ik geef enkele voorbeelden.

De strijd tegen de werkloosheid is niet te verwarren met vervolg van werklozen, maar is ook niet het volstoppen van diensten en ondernemingen waar geen productief werk kan worden verricht; zo'n werkwijze staat gelijk met werkloosheid veroorzaken en met discriminatie scheppen onder de werklozen. De Hoge Raad voor Financiën wijst daarop op pagina 101 en in die Raad zetelen niet alleen CVP'ers. Ik sta dus niet alleen met deze zienswijze. De verhoging van het overheidspersoneel met 40 pct. heeft ons niet dichterbij de oplossing van de crisis gebracht. Alleen wanneer de werkgelegenheid toeneemt in de productieve marktsector en het aantal inkomsttrekkers buiten de productieve sector afneemt, kunnen wij naar sanering gaan.

Als men weet dat niet alle aanwervingen verlopen volgens wettelijke en objectieve normen, dan is er zeker reden tot ernstige koerswijziging. U kunt hierover meer gegevens terugvinden op bladzijde 76 van het verslag van de heer Vermeiren, dat u wel allen gisteravond thuis gelezen heeft.

Wij zullen zo vrij zijn hierop nog terug te komen onder meer in verband met het depolitiseren van het openbaar ambt.

Moeten wij onze financiën saneren door de overheidsinvesteringen af te remmen zelfs die welke moeten bijdragen tot de relance van het economisch leven? De rijksschuld is zeer groot, doch het pijnlijkste is dat zij geen investeringen vertegenwoordigt. De aankoop van computers door de Staat is *in casu* natuurlijk geen voorbeeld van de beste investeringspolitiek als men de kostprijs vergelijkt met de private sector. Bovendien zitten in de zogenaamde investeringsprogramma's heel wat onderhoudsuitgaven.

De projectie van bepaalde transfers, zoals deze van de pensioenen, leert ons dat deze uitgaven niet kunnen worden volgehouden in de huidige vorm: nu niet omdat wij de middelen afnemen op de toekomst door te ontnemen en later ook niet om demografische en structurele redenen. Men kan daarover van mening verschillen of zich anders opstellen, maar niemand onder ons gelooft dat wij dit probleem kunnen blijven uit de weg gaan of erger nog, in die sector steeds nieuwe uitgaven doen, wat spijtig genoeg gebeurt.

Voor de ziekteverzekering — en ten dele is dat inderdaad nog een verzekering — zal het niet volstaan nieuwe inkomsten te blijven zoeken, hetzij bij de Staat, hetzij bij de OCMW, hetzij bij onderne-

mingen of bij de patiënten of in de bijdragen: men zal inderdaad een grens moeten trekken want ook in die sector geeft iedereen uit zonder dat de minister er enig gezag over heeft.

Zelfs zonder profielen per patiënt of per geneesheer ziet men de prestaties van dure specialisatie stijgen in bepaalde steden of gewesten; de mutualiteiten kunnen zonder aarzeling de vinger leggen op de plaats waar het gebeurt. Het volstaat bepaalde rekeningen na te zien. Toch aarzelen wij nu te doen wat wij morgen toch zullen moeten doen. Met het recht op gezondheid heeft dat nog zeer weinig te maken. Ik verwijs naar de bladzijden 77, 78 en 86 van het verslag waaruit duidelijk blijkt dat de regering verzoend schijnt met een blijvende stijging van de ziektekosten, hoewel onze bevolking niet aangroeit en de wetenschap vooruitgang maakt.

Men spreekt in bepaalde kringen over een andere heffingsbasis voor de sociale zekerheid waardoor deze zeer dicht bij de fiscale heffing zou liggen en de lasten ernstig zouden worden verschoven. Moet zulke wijziging niet hier grondig worden besproken? Ze is immers niet zonder invloed op onze publieke financiën.

Elk van ons is gehecht aan degelijk onderwijs, maar de vergelijking met andere landen en met de cijfers van enkele jaren geleden, leren ons dat wij het recht hebben van te twijfelen aan de onmisbaarheid van bepaalde uitgaven.

Wij kunnen aldus stuk voor stuk de uitgaven overlopen en op die manier het debat voeren dat moet worden gevoerd, namelijk over de uitgaven die wel en die niet of anders moeten gebeuren. En hierbij mogen wij de vele uitgaven niet vergeten die wij niet zien, namelijk de fiscale uitgaven dat wil zeggen de uitgaven in de vorm van belastingvermindering op elke soort van belasting. Zij vertegenwoordigen een belangrijke som en worden zelden medegerekend wanneer men de uitgaven van een bepaald politiek beleid of voor een bepaalde groep wil beoordelen. Maar misschien is dat ook nog te veel gevraagd! Tenslotte is het toch de taak van het Parlement te arbitrerende tussen de uitgaven welke elk afzonderlijk alle eerbied verdienen en die vele en goede verdedigers hebben, doch welke samen onuitvoerbaar zijn en ons nog dieper in de crisis helpen.

Het is niet alleen bij ons dat er crisis is en werkloosheid, doch wij zullen onze crisis moeten oplossen. Volgens de Hoge Raad van Financiën zijn wij voorlopig aan de spits.

Ten eerste, voor de uitgaven, namelijk 60 pct. van ons BNP en ik maak voorbehoud voor de wijze van berekenen van dit BNP; ten tweede, voor de belastingdruk, namelijk meer dan 45 pct. van het BNP; ook bij de hoogste ter wereld; ten derde, voor het financieringsstekort, namelijk 16 pct. van het BNP; ook de heer Hatry wees op deze evolutie. Wij zijn dus driemaal recordhouder.

Bij dit alles moet ik vaststellen dat wij niet alleen spoedig het debat ten gronde moeten voeren, doch dat wij ook de vorm en de methode moeten herzien. Ik wees er reeds op dat wij nog geen enkele begroting voor 1983 hebben ontvangen; het wordt dus opnieuw laat vooraleer alle begrotingen behandeld zullen zijn. Ondertussen moeten we dan weer voorlopige kredieten goedkeuren.

Hoe kan het Parlement zijn controletaak inzake uitgaven doen? Bij de eindrekening van de Staat voor 1976 hebben wij gewezen op bepaalde diensten die zeer laat of niet hun rekeningen overmaken aan het Rekenhof. Zoals de Regie van de Luchtwegen: de laatste rekening die wij nagezien hebben is deze van 1975. Het Wegenfonds: hiervan hebben wij de rekening van 1971 nog niet gezien en wat wij zullen zien zal niet stichtend zijn. Het Algemeen Fonds der Schoolgebouwen: daarvan hebben wij nog geen enkele rekening gezien.

Zonder in formalisme of juridisme te vervallen wens ik erop te wijzen dat wij zelfs de vormen niet meer eerbiedigen en deze zelfs niet meer schijnen te kennen.

De regelen van de Grondwet inzake de begrotingen worden steeds meer overtreden.

Ten eerste, de regel van de openbaarheid: Daar moet ik niet meer over spreken want de ministers zelf beklagen zich erover dat zij er niet klaar meer in zien.

Ten tweede, de regel van de annaliteit: Wij stellen vast dat men kredieten overdraagt, niet alleen voor kapitaaluitgaven, maar ook voor lopende uitgaven, niet alleen enkele weken of maanden, maar een gans jaar tot men niet meer weet op welke kredieten men uitgeeft. En daarnaast heeft men nog Fondsen waarop men meer uitgeeft dan er is. Met andere woorden, men put uit de Schatkist zolang er geld is en men verantwoordt daarna.

Ten derde, de regel van de volledigheid: Wij horen dat er zoveel naast de begroting door debutgetteren en schatkistvoorschotten wordt betaald dat de begroting maar een deel meer is van de staatsfinanciën; het Rekenhof klaagt dit aan maar vindt geen gehoor.

Ten vierde, de regel van de eenheid: wij stellen vast dat er allerlei afhoudingen en stortingen gebeuren die een bestemming krijgen naast de begroting; voor de pensioenen bestaan er aldus vijf financieringsbronnen waarvan sommige tijdelijk en andere niet. Voor de ziekteverzekering, voor de buitenlandse handel, voor de werklozensteun enzovoort, komen wij stilaan tot het systeem van de « offerblokken » en het valt te vrezen dat na het verlot bepaalde bedragen zullen worden vergeten of tweemaal gebruikt.

Op bladzijde 87 van het verslag kan men lezen hoe men met budgettaire en niet-budgettaire middelen en fondsen kan goochelen tot niemand meer ziet hoe de zaken in mekaar zitten. Waarom doet men dat, mijnheer de minister?

En ten gronde valt hierop ook wel iets te zeggen. Ik stel ook nu reeds vast dat men met het produkt van de loonmatiging, bij zoverre er een produkt aanwezig is, tegelijk belastingen wil betalen, sociale bijdragen moet betalen, de tewerkstelling moet verhogen door stages en nog anders, de arbeidsduur moet verkorten en nog andere solidariteitsacties moet ondersteunen, waarbij men vergeet dat een frank maar éénmaal kan worden uitgegeven en niet vóór hij verdiend is.

Het spijt mij, mijnheer de minister, dat ik streng moet zijn, maar niet alleen worden de regelen niet meer nageleefd, doch ook de instrumenten zijn buiten werking. Ik bedoel het Rekenhof, « het alziende oog van het Parlement ». Onze voorouders waren gelukkig dat zij een Rekenhof hadden tot stand gebracht dat in naam van het Parlement dezes opdracht concreet zou maken, gesteund op de drie principes inzake uitgaven: de ministeriële verantwoordelijkheid; de goedkeuring door de wet; de openbaarheid.

Het Rekenhof is geen boekhoudkantoor: het waakt over de wetelijkheid en over de aanwending naar de bedoeling van de wetgever, over de regelmatigheid en maakt terecht de kritiek van wat niet als een daad van goed beheer kan worden beschouwd.

Het Hof kan zijn visum weigeren, maar dit visum is niet altijd vereist; het kan het Parlement inlichten achteraf.

In 19 jaar tijd werden 21 voorstellen ingediend in het Parlement om de taak van het Rekenhof uit te breiden en de controle te verscherpen.

Geen enkel voorstel heeft succes gehad, maar dat is niet uw schuld, mijnheer de minister.

Mag ik dan de aandacht vestigen van de Senaat en van het bureau van de Senaat, op de noodzaak dringend een procedure te organiseren voor meer samenwerking tussen de Senaat, meer in het bijzonder de commissie voor de Financiën enerzijds, en het Rekenhof anderzijds.

De verwijdering tussen Parlement en Rekenhof zou ons moeten verbazen; het gebrek aan aandacht voor de informatie van het Rekenhof is diep te betreuren.

De leden van de regering zou ik durven verzoeken aan hun medewerkers, in de kabinetten, in de administraties, in de regiën en in de parastatalen erbij te vragen voor de taak van het Rekenhof, dat zijn gezag put uit dit Parlement. Een parlementslid dat minister wordt maar tevens parlementslid is, zou dit nooit mogen vergeten.

Anderen zullen wijzen op de onregelmatigheden door het Rekenhof vastgesteld enerzijds en op het gebrek aan reactie op de kritiek van het Rekenhof anderzijds. Ik verwijs hier even naar het complement op het 132e boek van het Rekenhof, dat onlangs werd uitgegeeld.

Over het jaar 1974 schrijft het Rekenhof dat het reeds jaren kritiek uitoefent op de betaling van sommige uitgaven door middel van schatkistvoorschotten in strijd met de wet.

Wij staan dus voor geen crisisverschijnsel, maar voor een doorgewinterde hardnekkige ziekte.

Terloops verwijs ik ook naar het 136e Boek, deel II, bladzijde 122, waar het Comité van Toezicht, samen met het Rekenhof tot de conclusie komt dat het geld door particulieren aan het Bestuur der Postchecks toevertrouwd 13 pct. kost aan de Staat, naast een paar andere even weinig stichtende zaken.

Het ganse 139e Boek van het Rekenhof is op dit punt een sterk gedocumenteerde aanklacht over de vrijheden — versoepelingen noemt men dat — die men zich permitteert met de staatsgelden en dit zonder de minste sociale bewogenheid; integendeel, het gaat meestal om voordelen voor degenen die er reeds hebben.

Onrechtstreeks dringt men ons een rechtsbestel op waarin de wet geen betekenis en waarin de overheid geen gezag meer heeft, en

waarbij de crisis dankbaar wordt aangegrepen om nieuwe uitgaven te scheppen die men in volle weelde ongepast vond. Bladzijde 183 van het 139e Boek is ter zake zeer duidelijk.

Men schijnt zelfs de regels van het Burgerlijk Wetboek niet meer te kennen.

Sommige van onze collega's, de heer Basecq in het bijzonder, hebben gewezen op de fiscale fraude. Die is reëel, maar de fiscale fraude is geen onuitputtelijke bron van middelen en vooral geen alibi om begrotingen op te stellen die niet overeenstemmen met de werkelijkheid.

Mag ik erop wijzen dat het steeds terugkomen hierop de fiscale ambtenaren meer en meer demotiveert?

Zij doen hun plicht met toewijding en doorzicht en verdienen dit soort kritiek niet; bovendien is de geciteerde omvang van de fraude zeer onwaarschijnlijk en niet bewezen. De vergelijking met het buitenland, en de oorsprong van de cijfers maken dit vrij duidelijk. Het fiscaal terrorisme van sommigen zal niemand goed doen.

Het offensief ter zake hangt enigszins samen met een vooringenomenheid tegen de zelfstandigen die op niets gesteund is, vermits niemand heeft kunnen weerleggen dat het inkomen van de zelfstandigen meer gedaald is dan dit van de loontrekkenden.

Mijn besluit:

Wij blijven staan achter de basisoptie van de regering inzake financieel-economische aanpak zolang de regering zelf consequent blijft in haar beleid.

Een grondige herziening van de Rijksmiddelenbegroting is nodig, gelet op de gewijzigde evolutie van de conjunctuur, en de jongste gegevens van de Schatkist; bij deze nieuwe inventaris zullen wij grondiger spreken over de uitgaven van de regering te meer daar wij dan vermoedelijk meer zullen weten over de begrotingen van de grote departementen.

De kern van de zaak is het uitzuiveren van de uitgaven. Hoe nodig het ook is een onderzoek te doen naar de goede comptabiliteitsmethodes, ik had minstens even graag dat dezelfde Algemene Delegatie een grondig onderzoek zou doen inzake de niet-verantwoorde uitgaven van de Staat, niet verantwoord in de huidige toestand, of niet verantwoord in de wijze waarop het doel wordt nagestreefd.

Ik wens niet dat men de schuld laat zweven voor bepaalde tekorten tussen vorige regeringen, Schatkist en begrotingsdiensten. De ambtenaren van de Schatkist en de ambtenaren van de begrotingsdiensten verdienen niet te worden behandeld alsof ze hun taak niet zouden aankunnen. Belangrijk is dat men maatregelen neemt, en niet uitstelt.

Met de Hoge Raad voor Financiën durf ik te vragen dat de gestelde normen eerder verstrakt dan versoepeld worden — er zijn steeds elementen die ons van het doel afbrengen —, de afremming en de uitzuivering van de uitgaven, het drastisch verminderen van de leningen in het buitenland, het correct opstellen van een doorzichtige volledige eenheidsbegroting, meer financiële discipline en economische efficiëntie in de overheidsorganen.

Mag ik tenslotte aan de Senaat en aan het bureau mijn voorstel herhalen, namelijk onze samenwerking met het Rekenhof herzien, om deze, vooral nu, bijzonder efficiënt te maken. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnée.

M. le chevalier de Donnée. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, au cours de la première année de son existence, le gouvernement a pris diverses mesures courageuses pour éliminer nos grands déséquilibres macro-économiques et résorber progressivement, quoique trop lentement peut-être, notre énorme déficit budgétaire.

Je persiste à croire que la politique que le gouvernement a menée cette année était la seule possible, même s'il est vrai qu'elle n'a encore engrangé que des résultats modestes et fragiles, cette constatation n'enlevant rien à sa valeur.

Toutefois, les mesures de type macro-économique et budgétaire prises par le gouvernement étaient nécessaires, certes, mais, à mon sens, insuffisantes pour nous sortir de nos problèmes. En effet, les maux que connaissent notre économie comme d'ailleurs d'autres économies occidentales industrialisées, plongent leurs racines dans de multiples scléroses sociales, bureaucratiques et réglementaires.

Le paradoxe auquel nous sommes confrontés est sans doute que les vrais remèdes à long terme résident davantage dans un ensemble de réformes sociales et administratives plutôt que dans l'arsenal classique des remèdes proposés par les économistes.

C'est la raison pour laquelle j'estime qu'au cours de la deuxième année de son existence, le gouvernement devrait s'attaquer énergiquement aux problèmes suivants: 1° La démotivation de la population et, en particulier, du personnel qualifié et des cadres; 2° L'élimination du foisonnement de rigidités qui existent actuellement sur le marché du travail et qui constituent autant de freins à l'emballement; 3° L'élargissement du cadre réglementaire et administratif, de plus en plus touffu, qui étouffe les entreprises et les initiatives économiques.

Quelques mots tout d'abord de la nécessaire motivation de la population, et en particulier du personnel qualifié et des cadres.

L'accord du gouvernement affirmait clairement en première page que la promotion de la motivation au travail de la population est un des trois moteurs de la politique de croissance économique entreprise par le gouvernement.

Où en est-on? Nous avons entendu récemment plusieurs cris d'alarme à propos de la démotivation des cadres dans notre pays. Il faut reconnaître que les cadres ont payé un tribut particulièrement lourd à la crise. Il est vrai toutefois que le gouvernement a pris des mesures qui améliorent sans doute la situation de certains cadres; je pense notamment à l'allègement des taux marginaux d'imposition pour les revenus compris entre 750 000 francs et un million et demi, aux incitations fiscales qui favorisent l'accès au capital à risque, mesure dont certains cadres — une minorité sans doute — bénéficieront certainement, ainsi qu'à l'abattement sur le revenu cadastral qui a été porté de 80 000 à 120 000 francs. Mais tout ceci reste fort marginal, et sans doute insuffisant.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que de nombreux chefs d'entreprise constatent aujourd'hui que petit à petit, un nombre croissant de cadres perdent leur dynamisme et leur motivation. Cette évolution est spécialement préoccupante, car l'engagement des cadres constitue la base du développement de nouveaux produits et de la conquête de nouveaux marchés. Leur démotivation croissante constitue une menace pour l'investissement et pour le renouvellement de notre industrie. Alors, que faire face à cette situation?

Il faudrait tout d'abord que le gouvernement exécute, dans les plus brefs délais, le point de l'accord gouvernemental qui prévoit que « le gouvernement prendra toutes les initiatives nécessaires tendant à reconnaître le rôle et la fonction des cadres et recherchera des solutions permettant de valoriser leur contribution à la vie des entreprises, notamment en leur donnant la possibilité d'une représentation spécifique ».

Voilà, monsieur le ministre, chers collègues, des mesures qui ne coûteraient rien au budget de l'Etat, mais qui auraient sans doute une portée non négligeable sur le plan moral et sur le plan symbolique.

Je sais aussi que, vu la situation budgétaire et financière actuelle, il n'est pas possible de prendre des mesures spectaculaires pour alléger la charge fiscale et parafiscale d'une catégorie sociale ou professionnelle, quelle qu'elle soit. Cependant, le gouvernement devrait, sans plus tarder, dresser l'inventaire de mesures concrètes, notamment dans le domaine fiscal et parafiscal, qui, compte tenu de l'évolution de la situation économique et financière, pourraient être prises pour enrayer la démotivation des cadres. Ces mesures seraient accompagnées d'un calendrier réaliste et précis, tenant compte de l'évolution de la situation économique et budgétaire. Elles devraient, en outre, être mises au point en collaboration avec les organisations représentatives des cadres.

Le deuxième point préoccupant, auquel j'ai déjà fait allusion, est le foisonnement des mesures administratives et réglementaires qui ont pour principal effet de paralyser la vie économique dans le pays. En cette matière aussi, des mesures devraient être prises pour simplifier le fonctionnement de notre économie et pour élargir le maquis de la réglementation dans laquelle se débattent les entreprises, et les plus petites d'entre elles en particulier.

Je ne ferai pas l'inventaire de toutes les mesures qui devraient être envisagées, mais je voudrais en rappeler certaines, prévues dans la déclaration gouvernementale, dont l'exécution se fait attendre et qui devraient être réalisées dans le courant de l'année qui vient.

Je les citerai pêle-mêle, sans établir une quelconque hiérarchie.

Il y a la révision des lois d'expansion économique de 1959 et de 1970, révision qui, d'après l'accord de gouvernement, devrait mettre l'accent sur les stimulants fiscaux: moyens beaucoup plus simples d'apporter une aide aux entreprises.

Notons aussi la révision des règles de préavis, la suppression et la rationalisation de tous les organismes — commissions, comités publics — devenus superflus. La déclaration gouvernementale citait notamment la fusion des organes de concertation en un conseil économique et social unique, sans oublier la réduction et la simplification des formalités et des obligations administratives qui pèsent sur les PME.

En ce qui concerne les organismes devenus inutiles et ces obligations administratives, j'ai le sentiment que l'on recule et que peu de progrès, significatifs en tout cas, ont été réalisés en la matière au cours de cette année. Dès lors, un effort tout particulier devrait être consenti par le gouvernement dans les mois qui viennent.

On recule plutôt que l'on avance, disais-je. Ainsi, le système très compliqué mis en place pour la modération salariale, la réduction du temps de travail, la promotion de l'emploi, est un bel exemple de la façon dont certaines mesures, décidées avec les meilleures intentions du monde, débouchent finalement sur nombre d'arrêtés royaux et de règlements de toutes sortes qui ne sont pas toujours faciles à déchiffrer pour les patrons des PME.

Dans le même ordre d'idées, permettez-moi de vous faire part de mon inquiétude devant l'intention du gouvernement, en matière de politique industrielle, de créer un nouveau comité et une nouvelle commission.

A la question d'un membre de la commission des Finances, vous avez en effet répondu, monsieur le ministre, qu'il entrerait dans les intentions du gouvernement, de créer non seulement un comité pour l'évaluation et l'analyse de la politique industrielle, mais aussi une commission industrielle. Cette initiative est-elle sage à un moment où, précisément, tout une série d'institutions et de comités devraient être supprimés?

A propos de ces deux entités, dont vous envisagez la création, je voudrais vous poser quelques questions.

Quelle sera, par exemple, exactement la tâche du comité pour l'évaluation et l'analyse de la politique industrielle? Des indications reçues en commission il ressort que la mission de ce comité consistera à évaluer et à coordonner les divers aspects et composantes de la politique industrielle. Cette mission ne pouvait-elle être attribuée soit au bureau du Plan, soit à la direction générale de l'industrie du ministère des Affaires économiques, qui sont, par ailleurs, très compétents à la matière?

La première tâche de ce comité, dites-vous, consistera à formuler des propositions du gouvernement dans les délais les plus brefs en matière de regroupement, de meilleure coordination ou de suppression des institutions existantes. Par ce procédé, il me semble que nous allons, une nouvelle fois, « encommissionner » la rationalisation et la suppression de toute une série d'institutions dont l'inutilité ou la faible productivité saute aux yeux des observateurs avertis. Je me demande donc si la création de ce comité ne va pas rallonger une série de circuits de décisions et s'il ne s'agit pas, essentiellement, d'une mesure qui donnera l'illusion de l'action et sera prétexte à ne rien faire dans une série de domaines où l'initiative a déjà trop tardé.

La commission industrielle suscite aussi des inquiétudes que je traduirai dans quelques questions.

Croyez-vous vraiment, monsieur le ministre, que quelques fonctionnaires, aussi compétents et dévoués soient-ils, seront bien armés pour constater « les capacités industrielles qui font défaut dans le tissu industriel belge »?

A mon sens, les informations qui devraient être rassemblées pour se prononcer sur des questions relatives à des centaines de milliers de produits feront toujours défaut, par la nature même des choses, à un organe administratif centralisé. Je crains donc que cette tâche ne relève davantage d'une vision théorique des choses que des réalités pratiques d'une économie moderne complexe.

Je note également que vous assignez à cette commission la tâche d'entrer en contact avec les représentants des différents secteurs. Ne va-t-on pas ainsi alourdir les charges administratives d'une série d'entreprises? Ces représentants ne feraient-ils pas beaucoup mieux de se préoccuper de l'expansion de leur entreprise, plutôt que de fournir divers renseignements à une commission ou à un comité administratif?

Je me demande sincèrement, monsieur le ministre, si cette commission ne sera pas un outil théorique de plus qui risque de compliquer, une nouvelle fois, la vie économique de notre pays sans porter remède aux véritables problèmes qui nous préoccupent.

Je voudrais maintenant aborder un dernier point relatif à la politique industrielle.

Vous avez mentionné en commission qu'il sera procédé à l'élaboration d'un statut des gestionnaires et administrateurs publics. Celui-ci précisera les règles relatives, entre autres, à leurs nomination, révocation, mission et responsabilité.

Ma question est la suivante: envisagez-vous de charger les administrateurs publics d'une responsabilité différente de celle qui pèse sur les épaules des administrateurs privés? Croyez-vous qu'il serait sage d'avoir dans les conseils deux sortes d'administrateurs, les uns ayant une responsabilité pleine et entière, telle que prévue par la loi sur les sociétés commerciales, les autres qui n'auraient, en fait, qu'une responsabilité plus ou moins mitigée? Une telle situation ne serait pas souhaitable.

Le statut des administrateurs et gestionnaires publics devrait, au contraire, prévoir qu'ils ont exactement les mêmes responsabilités que les administrateurs privés.

En conclusion, monsieur le ministre, chers collègues, je dirai que le gouvernement a fait un travail énorme pendant l'année qui s'achève. C'était la seule voie possible, même si elle fut longue et pénible. Il n'y a pas d'alternative à cette politique. Le discours, hier après-midi, de M. Delmotte, en a été une nouvelle démonstration lumineuse. Il a prononcé un long réquisitoire, très bien documenté d'ailleurs, contre la politique du gouvernement. Mais il ne nous a donné aucun remède concret, aucune solution alternative. Il nous a dit que des propositions de loi seraient déposées sous peu: je les attends avec énormément de curiosité.

Le gouvernement doit poursuivre dans la voie qu'il s'est tracée mais doit fournir un effort supplémentaire pour motiver la population et les cadres et pour simplifier le cadre réglementaire et administratif de notre vie économique. Il doit s'attaquer — tâche fondamentale dans les mois qui viennent — aux rigidités sociales qui constituent des freins au développement de l'emploi.

Enfin, le gouvernement ne doit pas succomber à la tentation, comme de nombreux précédents gouvernements, de prendre des mesures qui donnent l'illusion de l'action, mais qui ne s'attaquent pas aux véritables causes de notre déclin industriel et économique. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Thys.

**De heer Thys.** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ik wil de cijfers zelf, de percenten, de tabellen, begrippen als overschatting en onderschatting, begrippen als records en fiscale fraude nu terzijde laten. Anderen bespreken dit ruimschoots en met veel talent. Overigens is dit voldoende aan bod gekomen in onze commissie.

Ik wil mij richten, ten eerste, op de algemene uitgangspunten van de begroting en, ten tweede, op de financiële relatie tussen Rijk en gemeenten.

De uitgangspunten van deze begroting voor 1983 zijn duidelijk, zoals de traditie dat wenst, de rijksschuld en de rijksmiddelen. Er wordt algemeen aangenomen dat de begroting de gevoerde politiek weerspiegelt. Wij moeten vaststellen dat over de autonomie der gewesten wel veel wordt gesproken, en dat hierover zelfs stoute taal wordt gebruikt op allerhande congressen, maar dat als het erop aan komt, die autonomie louter symbolisch bestaat.

Deze begroting voorziet in dotaties om die lastige autonomen in noord en zuid op te vangen en om hen koest te houden. Er zijn zelfs wat geristorneerde belastingen die een stijgend percentage vertonen ten aanzien van vorige jaren. De basisidee nochtans die overigens alles inspireert, blijft unitair. Men zit gereed om aan die federalisten de schuld te geven als een of ander gaat mislopen, en dat mislopen wordt handig in de hand gewerkt.

Maar wij nemen het niet dat in het verre naamloze Brussel, dat ons een landbestuur zonder herkenbaarheid bezorgt, alles wordt gemengd, alles in een grote smeltkroes komt, waaruit kan worden geput naargelang van de uitgeoefende druk en dreiging.

Ik pleit hier voor een wezenlijke en ruime autonomie: geen decentralisering vanuit de unitaire situatie, doch opbouwend vanuit de twee gemeenschappen die op hun niveau doen wat ze aankunnen en die aan de centrale Staat, aan de bondsstaat, enkel overlaten wat centraal moet. Waar de grens ligt, daarover kan worden gepraat, daarover moet dan democratisch worden beslist.

Er moet alleszins een einde komen aan het unitarisme en dus, als logisch gevolg, aan het wederzijds wantrouwen, aan het voortduren van de Waals-Vlaamse discussies die energieverpillend zijn. Al te lang heeft men gehoopt dat de flaminganten het wel zouden opgeven. Met alle middelen werden en worden zij tegengewerkt. Men geeft enkel toe wanneer het niet anders kan. Men slaat ook hard terug wanneer daartoe de gelegenheid is.

Twee repressies hebben de vage hoop gewekt dat het nu wel zou gedaan zijn. De gevolgen ervan laat men aanslepen, zoals sneeuw blijft liggen, wachtend op een volgende vlaag. Zo wordt er gehoopt dat, door het onderhouden der repressiegevolgen, een derde en definitieve uitbarsting het flamingantisme kan vernietigen. Doch ook een derde repressie zou hierin niet slagen. Zeg me niet dat ik pessimistisch ben: ik heb ook geschiedenis gestudeerd. Ik acht het mogelijk. Maar — en dit is mijn bijdrage in het huidige debat — ik hou het ook voor mogelijk dat er een positieve oplossing uit de bus komt, een uit de twee staten opgebouwde bondsstaat.

Dit België moet voor ons niet worden afgebroken. In dit België moet er wel een eerlijk federalisme komen waarin iedere gemeenschap zijn verantwoordelijkheid heeft, waarin de scheidelingslijnen weliswaar zeer duidelijk zijn getrokken, maar waarin dan ook op redelijke, vrijwillige, menselijk verantwoorde wijze solidariteit niet is uitgesloten, noch naar binnen, noch naar buiten.

Als democraat en federalist wil ik uw aandacht nog vragen voor enkele kritische opmerkingen over de relaties tussen Rijk en gemeenten, de basiscellen van onze democratie, de bouwstenen van onze Staat.

De gemeenten zitten financieel moeilijk en het wordt hen ook nog moeilijker gemaakt.

Vooraf wil ik hierbij opmerken dat het totaal onaanvaardbaar is dat het al of niet deficitair zijn van een gemeente, de wedden van het personeel gaat beïnvloeden. Dergelijke maatregel negeert de gemeentelijke autonomie en schept een zeer onbehaaglijk klimaat.

Men moet zich trouwens afvragen wat dergelijke maatregel in de praktijk gaat betekenen. Het is niet denkbeeldig dat gemeenten die nu nog een sluitende begroting hebben, morgen deficitair worden, om na enkele jaren zich weer te herpakken. Zulke gevallen zullen zich in de praktijk voordoen. Moet het gezinsbudget van de personeelsleden van die gemeenten dan als een harmonika gaan werken?

Hopelijk wordt die maatregel, ofwel niet ingevoerd, ofwel vlug ingetrokken, omdat hij discriminerend werkt tussen de bedienden van verschillende gemeenten — al of niet deficitair — en omdat hij een bestendige spanning gaat veroorzaken tussen personeel, het schepencollege en de gemeenteraad.

Ik kom nu tot enkele beschouwingen over de verhouding tussen de gemeenten en de Staat, wat de cijfers betreft.

Ten eerste, de Staat is zo vriendelijk de meeste belastingen waarop de gemeenten rekenen, te innen. Deze dienstverlening zou zeer te waarderen zijn indien kon worden gerekend op een zekere regemaat. Doch permanente fiscale hervormingen allerhande ontredde- ren de taxatiediensten en zodra, na taxatie, het geld dan uiteindelijk ook geïnd is, wordt er duidelijk geen haast gemaakt om dit door te storten. Als men weet dat dit de voornaamste bronnen van inkomsten zijn voor de gemeenten, begrijpt men tot welke kasmoeilijkheden dit kan leiden. Om de noodzakelijke vertrouwensband enigszins te herstellen, moet die zaak spoedig geregeld worden of moet eraan gedacht worden de inning toe te vertrouwen aan de gemeenteontvangers.

Ten tweede, de gemeenten mogen verder rekenen op de welwillende steun van de Staat in de vorm van subsidies bij het uitvoeren van grote werken. Vooral omdat er op dit vlak ernstige pogingen zijn ondernomen door de Vlaamse regering om deze subsidies tijdig te doen storten, zal ik hierover niet te lang uitweiden. Ik wijs alleen even op de enorme impact die een laattijdige storting van toegestane subsidies voor een gemeente kan hebben. Het voorbeeld is mij bekend van een gemeente die als bouwheer optrad voor een waterzuiveringsstation dat ongeveer een half miljard heeft gekost en dat voor honderd procent werd gesubsidieerd. De bouw zou dus aan de gemeente niets kosten. Uiteindelijk heeft dat werk aan de gemeente 10 miljoen aan verwijlinteressen gekost, gewoonweg omdat de aannemers tijdig moesten worden betaald. Intussen moest de gemeente wachten op de subsidiëring.

Mijnheer de minister, u zult begrijpen dat zoiets rampzalig is voor de kwetsbare gemeentelijke financiën.

Toch moet een gemeente voortdurend nieuwe taken op zich nemen en moet zij nieuwe lasten dragen.

De wet op het bestaansminimum waarvan de last voor 50 pct. op de OCMW-begroting weegt, vindt meer en meer toepassing in deze crisistijd.

De tekorten van de ziekenhuizen vallen zomaar op de rekening bij het Gemeentekrediet. Een storting blijkt niet noodzakelijk te zijn. Het bibliotheekdecreet eist zijn tol. De brandweerkosten rollen uit de provinciale pot. De overdrachten op OCMW en kerkfabrieken worden allicht goed besteed door deze instellingen, maar moeten door de gemeenteontvanger gelaten worden gestort. Dit alles gebeurt terwijl het gemeentefonds relatief wordt uitgehold.

Onze gemeenten, waaruit de Staat minimum het tienvoudige aan belastingen haalt — lokaliseerbaar en aanwijsbaar — van hetgeen de gemeenten zelf heffen, zijn blijkbaar door de Staat goed geacht voor de administratie van de bevolking met het oog op de dienstplicht, de belastingplicht en de schoolplicht. Overigens zijn zij ook goed voor een paar nationale plechtigheden per jaar en om de mensen zoet te houden. Doch de gemeenten worden niet als volwaardige bestuursorganen aangezien.

Er zijn allicht verkwestingen te noteren en prestigeprojecten. Maar thans zijn er alleszins geen gemeentevaders meer die dromen van luxewembaden of weelderige cultuurpaleizen. Er zijn geen gemeentebesturen meer die met gulle hand subsidies uitdelen aan verenigingen. Iedereen beseft de ernst van de toestand en is er zich van bewust dat geen enkele gemeente thans gerust kan zijn voor de toekomst. Zelfs met aangedraaide schroeven is een ramp niet te vermijden omdat de gemeenten dreigen te stikken onder het verpletterende geweld van het nationale deficit, van het nationale failliet.

Bouw als u dat wenst dit land opnieuw op vanuit de gemeenten, de basiscellen van de democratie. Er wordt daar veel goede wil in het besturen gestoken, veel inzet en toewijding. Gemeentebesturen en raadsleden kennen hun bevolking nog. Zij hebben dank zij grote inspanningen in de meeste gevallen de moeilijkheden na de fusie overwonnen. Hou met deze plaatselijke gemeenschappen rekening zodra wij terug economisch bergop kunnen gaan, maar verpletter hen dan ook nu niet met de crisis als excuus.

Als besluit vat ik samen: we moeten het niet meer unitair doch federalistisch zien. Het centralisme moet gedaan zijn, ook om sociaal-economische redenen. De plaatselijke entiteit, de gemeente, moet een wezenlijke bestuursverantwoordelijkheid krijgen en mag niet worden geremd bij de uitoefening van haar mooie taak.

Dit land heeft nog een kans maar dan moeten wij het anders, positief, niet revolutionair doch vastberaden omvormen in twee autonome Staten met sterke en gewaardeerde gemeenten aan de basis. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Vercaigne.

**M. Vercaigne.** — Monsieur le Président, chers collègues, monsieur le ministre, je vous le concède, vous avez réussi une chose: amplifier, au cours de l'année qui vient de s'écouler, la compétitivité des entreprises.

Celles-ci, et en tous cas pour les plus significatives d'entre elles, affichent des bénéfices en progression sensible. Là où les effets escomptés tardent à se manifester, c'est en matière d'investissements. La FEB, qui avait salué vos initiatives et appelé ses membres à augmenter leurs investissements, n'a pas été entendue, car le volume des investissements n'atteint pas, et de loin, vos espérances. Seuls, les bénéfices des sociétés se trouvent revigorés, le nombre et le volume des transactions boursières s'amplifient, les dividendes croissent.

Il semble donc que les bénéfices dégagés par vos incitants sont tout simplement consommés par les détenteurs de capitaux ou, chose plus probable, injectés dans des opérations à l'étranger encore plus lucratives que celles qui s'effectuent sur le territoire national, ces opérations se déroulant en toute impunité, loin des tracasseries fiscales, comme vos supporters les appellent.

Stagnation des investissements donc et chute de l'emploi avec une croissance de 60 000 chômeurs complets en un an pour atteindre le record de 473 663 chômeurs en novembre, en attendant de franchir le cap des 500 000 chômeurs complets en février quand les jeunes — sortis des écoles en juin — seront tous recensés. Grâce à vous, le livre des records *Guinnessbook* pourra ainsi enregistrer un autre record: celui du plus grand nombre de chômeurs en pourcentage du nombre d'assurés pour toute la Communauté européenne. Tout ce monde est victime du refus d'investir des sociétés établies chez nous et de l'incapacité gouvernementale ne fût-ce que de bloquer la chute vertigineuse de l'emploi.

Les plus de 100 arrêtés royaux pris en vertu des pouvoirs spéciaux n'auront donc pas atteint les deux buts fixés: stopper l'hémorragie de l'emploi et améliorer l'état de nos finances publiques et ce, malgré les multiples agressions fiscales, salariales, sociales dirigées contre les citoyens laborieux de ce pays.

L'agression fiscale se vérifie aisément, car vos rentrées sont en hausse régulière et de loin supérieures aux augmentations de revenus des travailleurs qui sont, par ailleurs, les seuls à ne pas bénéficier de la pluie de cadeaux largement répandue tandis que les entreprises en reçoivent tant et plus.

Après deux dévaluations de notre monnaie par rapport à nos principaux concurrents de la CEE, vous êtes toujours sur la ligne de départ par rapport aux obstacles que vous vouliez franchir: réduire

le déficit des finances publiques et résorber une bonne partie du chômage structurel. La solution de ces éléments est pourtant essentielle si l'on veut sortir de l'anémie budgétaire pour aborder une politique de progrès.

Ce ratage de vos objectifs est durement ressenti par les travailleurs, d'autant plus que tous les sacrifices que vous leur avez imposés n'ont servi à rien, sauf pour la grange capitaliste qui ne vit pas de son travail, mais du travail d'autrui en soustrayant du circuit économique national une part de plus en plus importante des richesses produites.

Parmi les travailleurs — et là, je vais faire plaisir à M. de Donnée — ceux qui sont les plus critiqués à votre égard sont précisément ceux qui, dans un passé récent, vous faisaient confiance. Je veux parler des travailleurs indépendants et des cadres, victimes choyées de vos mesures destinées à mieux asseoir les privilèges du grand capital.

Ces travailleurs indépendants voient se rétrécir le volume des ventes, suite aux multiples restrictions salariales et fiscales imposées aux travailleurs du secteur public comme du secteur privé. Ils sont continuellement bousculés par des plans et contreplans aussi inefficaces les uns que les autres et destinés à résorber — paraît-il — quelque peu un chômage galopant. Ils sont ces travailleurs indépendants, victimes de l'ogre étatique libéral qui les oblige à multiplier les prestations administratives gratuites sans que l'utilité de celles-ci apparaisse vraiment. C'est fou ce que les arrêtés de pouvoirs spéciaux ont créé d'obligations nouvelles! Pendant ce temps, ces mêmes indépendants constatent qu'aucune solution n'est apportée à leurs problèmes sociaux spécifiques, parmi lesquels l'octroi d'une pension décente est la priorité des priorités.

Quant aux cadres, ils sont tout bonnement découragés. Beaucoup traduisent ce découragement en quittant le pays, tellement il y a discordance entre les discours ministériels et la pratique de tous les jours. La fiscalité, du fait de la non-indexation des barèmes fiscaux, frappe durement cette catégorie de travailleurs qui se voient taxés jusqu'au dernier franc, tandis que les sociétés qu'ils servent pratiquent sur une grande échelle la fraude fiscale, l'évasion fiscale et la dissimulation fiscale. C'est «bisquant» pour eux de constater ces choses, de devoir les supporter et, par ricochet, d'en être victimes car les masses monétaires qui échappent au contrôle fiscal n'interviennent pas dans les calculs, ce qui oblige le fisc à se rabattre sur les revenus connus. Et comme la vis fiscale du gouvernement est une vis sans fin, les cadres sont particulièrement choyés en la matière. Les cadres sont encore victimes du déflaonnement intégral des revenus en matière de cotisations sociales et du glissement de leurs cotisations, depuis octobre, vers les taux plus élevés des ouvriers. Toujours plus donc pour recevoir beaucoup moins!

Ce discours pourrait parfois paraître étranger dans la bouche d'un communiste; c'est pourquoi je voudrais expliciter brièvement mon point de vue. Par exemple, si nous sommes contre les cadeaux faits aux cadres, notamment les vacances offertes gratuitement à l'étranger, la mise à disposition de voitures, de chauffeurs, de logements de fonction, etc., nous sommes partisans de préserver les revenus de tous ceux qui vivent de leur travail et dont les rentrées apparaissent clairement. Au contraire, nous souhaitons voir taxer de plus en plus ceux qui dissimulent leurs revenus; il faut essayer de débusquer sans pitié les revenus cachés.

Ainsi, des allocataires sociaux aux cadres, en passant par les indépendants, les salariés, les agents des services publics, vous êtes considérés comme des prédateurs, tandis qu'une frange infime de la population fait l'objet de toute la sollicitude du gouvernement. Comme par hasard, on y retrouve les boursicoteurs, les agioteurs, les sphères militaro-industrielles, les fraudeurs et tricheurs de grand format.

Quelles sont les conséquences de vos actes?

Des plans entiers de notre économie tombent en ruines. Des sous-régions comme le Borinage et beaucoup d'autres, sont sacrifiées sur l'autel de la rentabilité immédiate. Vous vous réfugiez derrière la CEE pour perpétrer vos mauvais coups.

Du textile à la sidérurgie en passant par l'agriculture et le raffinage du pétrole, vous vous camouflez derrière cette instance supranationale pour vider de leur substance des régions entières.

L'inflation est loin d'être jugulée et si vous ne dépasserez pas les 10 p.c. en 1982, cela ne sera pas dû à votre politique, puisque ce phénomène est constaté au niveau de l'ensemble des pays d'Europe occidentale. Le ministre des Affaires économiques, après un blocage intégral des prix aussi inopérant que farfelu, a continué son numéro de bluff en instaurant un blocage sélectif des prix avec comme résultat une inflation élevée, alors que l'incidence des hausses salariales dans le coût final des produits est en régression

sensible vu les divers blocages et diminutions salariales opérés au cours de 1982. C'est dire l'échec du ministre des Affaires économiques en matière de contrôle des prix. Voilà un ministre qui dispose d'atouts considérables issus du blocage des revenus du travail et qui est incapable de maîtriser un tant soit peu mieux l'inflation! Ceci constitue aussi la preuve que ce ne sont pas nos salaires qui sont un facteur déterminant dans les hausses de prix.

La politique monétaire, le loyer exorbitant de l'argent, le coût des matières premières et de l'énergie sont des facteurs autrement plus importants, mais de cela nos ministres parlent peu ou prou.

Monsieur le ministre, votre déclaration gouvernementale prévoit une réforme de la fiscalité. Nous voilà dans la seconde année de la législature et nous ne voyons rien venir. Les mesures que vous avez prises à ce jour privilégient la fiscalité indirecte par rapport à la fiscalité directe. C'est ainsi que les taux de TVA sont régulièrement modifiés dans le sens de la hausse, que des glissements se produisent vers des taux plus élevés et qu'une nouvelle taxe de luxe de 8 p.c. a été introduite, frappant des produits de grande consommation.

Par la bande, vos mesures fiscales, telles que le *splitting*, visent à renvoyer les femmes au foyer en attribuant à un conjoint non actif un revenu fictif qui fractionne le revenu de l'autre conjoint. Par contre, le décumul des revenus des époux est bien modeste et les gens l'ont bien compris, car le taux des mariages diminue d'année en année, puisqu'il est fiscalement, plus intéressant de cohabiter que de passer devant monsieur le maire.

Monsieur le ministre, je vous entends souvent citer des propos tenus par vos collègues français, ces propos étant judicieusement choisis pour étayer vos décisions.

Puisque vous affectionnez faire des incursions en France, je vous rappelle que le gouvernement de la gauche y a levé une taxe particulière sur les grosses fortunes, dont je me suis laissé dire que le rendement dépasse même les espérances ministérielles françaises.

**M. Maystadt**, ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Les espérances étaient faibles!

**M. Vercaigne**. — Même si elles sont faibles au départ, on peut les prolonger. Le montant atteint quand même dix milliards de nouveaux francs, ce qui n'est pas si mal.

Q'attendez-vous pour vous inspirer de cet exemple, car voilà un impôt qui n'accuse pas une moins-value, mais bien une nette plus-value? Cela devrait faire le bonheur de tout ministre des Finances placé, comme vous l'êtes, dans une situation inextricable, à moins, bien entendu, et vous en êtes sur le chemin, de vouloir laminer la sécurité sociale et les revenus des travailleurs.

Puisque vous aimez citer la France et que vous avez parlé de la diminution de la courbe du chômage — que ces choses sont dites élégamment — je vous signale en passant qu'en novembre, le chômage réel a diminué en France et que la hausse des prix n'atteint pas, en 1982, celle qui figure dans les tableaux du rapport et ce, malgré les sabotages de certaines forces qui, en France, n'ont pas accepté le changement.

M. le ministre de l'Intérieur chiffre le déficit des communes à plus de 50 milliards pour 1983. Il faudra donc y ajouter un nombre respectable de milliards, car vous citez le nombre incroyablement de 22 milliards de précompte retenu indûment par des pouvoirs subordonnés et des parastataux.

Ceci est la preuve à rebours que votre gestion étrangle les pouvoirs subordonnés et les oblige, afin d'éviter la cessation totale de paiements, à recourir à des mesures irrégulières. Ceci vaut bien vos démonstrations sur le ralentissement de la courbe croissante du chômage et du déficit des finances publiques.

Ce que vous n'avez pas mis en évidence et qui cependant apparaît très bien dans le tableau n° 2, page 39 du rapport, c'est que la part des impôts directs qui seront payés par les entreprises sont les plus bas, en pourcentage, depuis 1953, date du début du recensement effectué, soit 13,2 p.c. du total contre 86,8 p.c. à charge des ménages, alors que la part des entreprises s'élevait encore à 23 p.c. en 1973, tandis que la fiscalité à charge des ménages atteindra, en 1983, un nouveau record absolu si on la compare au PNB pour atteindre 16,9 p.c. de celui-ci, pour seulement 2,6 p.c. aux entreprises.

Votre appel au bon sens des Belges est indécemment, car tout ce tableau prouve que vous avez augmenté de 100 p.c. la part des impôts directs à charge des ménages depuis 1970, tandis que cette même part à charge des entreprises a baissé depuis lors.

C'est cela la réalité sans fard, celle qui est ressentie par les indépendants pensionnés avec 14 000 francs de retraite par mois, par les

allocataires sociaux dont vous ne cessez de remettre en cause les petits acquis sociaux, par les travailleurs dont vous accélérez le désengagement professionnel et la chute du niveau de vie, par des cadres qui sont devenus une de nos premières denrées d'exportation. Pour bien mesurer les réalités de votre politique, il y a, en ce moment, plus de gens qui quittent la Belgique qu'il n'en rentre.

Vous chassez nos cadres, vous réduisez à la gêne de plus en plus de travailleurs, la mendicité se développe, la délinquance croît rapidement et le découragement gagne des régions entières. Le Borinage est de celles-là. Il n'est pas loin le temps où des jacqueries se développeront dans des régions qui, d'industrielles et prospères, sont devenues des déserts économiques et moraux.

Monsieur le Vice-Premier ministre, vous avez abondamment parlé de relance des investissements et j'ai dit que, de manière générale, ceux-ci se faisaient attendre et constituaient, dans le meilleur des cas, des investissements de rationalisation qui suppriment de l'emploi. Dans plusieurs sous-régions de Wallonie, nous n'en sommes même plus là. Ma sous-région, le Borinage, en est l'exemple palpable. Plus rien de sérieux n'a été entrepris depuis dix ans. Les lois de 1959, même renforcées, n'attirent plus personne. Le ministre des Affaires économiques, dont les compétences sont de plus en plus mises en doute, propose des plans pour sauver les Laminiers de Jemappes sans concertation préalable avec la CEE à qui il appartient pourtant de donner le feu vert. Par conséquent, il joue avec le feu et il porte l'entière responsabilité de l'arrêt de mort d'une sous-région.

Il y a une chose que M. Eyskens ignore; les Borains ont la tête dure, ils ne sont plus décidés à se laisser dépouiller. C'est grâce à eux, vous devez le savoir, que le suffrage universel existe en Belgique. Seuls, bien souvent, ils ont développé d'après luttes pour que les travailleurs puissent vivre dignement. Hier encore, afin de manifester leur mécontentement, ils ont déversé des tonnes de feuillards sur la chaussée Mons-Valenciennes. Croyez-moi, ces travailleurs n'ont plus rien à perdre car vous leur avez tout pris: salaire, travail, dignité et espoir. Ces travailleurs ne craignent pas vos gendarmes. Vous vous trouvez donc dans une impasse totale, sans perspective autre que les sacrifices pour tous, c'est-à-dire uniquement pour ceux qui ont besoin de travailler pour vivre.

M. Lagasse a voulu tout à l'heure minimiser l'effet de la fraude fiscale. J'ai lu, hier, dans *Het Laatste Nieuws*, qu'un grand patron du secteur textile — il n'habite d'ailleurs pas très loin d'ici — était accusé d'avoir trompé le fisc pour un montant de 50 millions de francs. Voilà la preuve évidente de l'importance de la fraude fiscale. Qu'on ne nous dise pas le contraire. D'autres bien nantis fuient la Belgique.

Je me suis laissé dire qu'un ancien patron de la sidérurgie était domicilié en Suisse et il n'est pas le seul. Il serait d'ailleurs bon de disposer de statistiques précises des personnes ayant deux domiciles. La Suisse n'est pas seulement un pays de tourisme, c'est aussi un paradis fiscal que la bourgeoisie bien nantie connaît fort bien.

Vous envisagez de récupérer 10 milliards sur la fraude fiscale. J'estime que vous pouvez aisément multiplier cette somme par dix.

Si l'évasion des capitaux continue, vous vous trouverez, dans trois ou quatre ans, dans l'impossibilité d'honorer vos emprunts, vous devrez bloquer l'épargne populaire et rééchelonner le remboursement des bons de caisse.

Tel est l'avenir que vous nous réservez!

Un dernier mot pour illustrer votre politique: les asiles d'aliénés sont pleins, les prisons débordent, la création d'une place nouvelle dans les prisons de l'Etat coûte 3 millions, quant aux homes et centres de rééducation pour jeunes, ils craquent de toutes parts.

L'enfermement, telle est votre solution, en vous servant d'une police renforcée et en appliquant des lois de plus en plus répressives.

Le système mondial du capitalisme s'effrite et vous vous présentez les mains vides!

Si j'étais témoin de Jéhovah, mais je ne le suis pas, je dirais que pour vous, «le temps de la fin est proche».

**M. le Président**. — Je vous propose d'interrompre ici nos travaux et de poursuivre cette discussion cet après-midi à 14 heures. (*Assentiment*.)

Ik stel u voor onze werkzaamheden hier te schorsen en deze bespreking deze namiddag te 14 uur voort te zetten. (*Instemming*.)

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 30 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 30 m.*)

708